nº 187 quotidien communiste révolutionnaire 1,50 F

Rédaction - Administration :
2, rue Richard Lenoir,
93 100 Montreuil

Tél : 808 00 80 à 84
Télex : PRENO A 211 628 F
Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).
Directeur de la publication :
Alain Bobbio.
Numéro de la commission
paritaire : 46 722
Imprimé par Rotographie.

rouge

MARDI 26
OCTOBRE
1976

Belgique 15 FB
Portugal : 15 ESC
Grèce : 20 DR
Suède : 2,25 KR
Italie : 300 L
Suisse : 1 FS

DEUX DE PLUS DEUX DE MOINS

La presse fait aujourd'hui beaucoup de bruit sur les deux nationalisations de plus proposées par Georges Séguy et sur celle de Dassault proposée par... Dassault ! Il y a dans ces commentaires beaucoup d'explications compliquées sur une question pourtant claire.

Dassault est un milliardaire que certaines de ses fabrications n'intéressent plus. Il propose tout simplement à l'Etat de les lui reprendre, moyennant une solide indemnisation. Les fabrications les plus rentables, celles qui sont au nom de son fils par exemple, ne seront bien entendu pas touchées.

C'est donc une simple opération financière d'un capitaliste individuel qui propose de céder à un capitaliste collectif une production, qu'il ne veut pas poursuivre.

Séguy est le secrétaire général d'un syndicat qui soutient le Programme Commun. Ce programme prévoit neuf nationalisations. Il propose d'en rajouter deux : l'automobile et la sidérurgie. Marchais s'est prononcé pour ces deux nationalisations. Mitterrand s'est affirmé un jour partisan de la première et se déclare hostile à la seconde. Les socialistes de Lorraine y sont cependant favorables...

Dans ce contexte, cette proposition apparaît avant tout comme une opération tactique visant à utiliser la CGT pour servir de point d'appui au PCF dans la renégociation du Programme Commun. Elle tient plus d'une opération tactique visant à faire apparaître la CGT et le PCF comme « à gauche » de la CFDT et du PS, que de la défense de mesures anticapitalistes dictées par le seul souci de défendre les intérêts des travailleurs.

Qu'aurait pu dire Séguy s'il avait voulu réellement défendre la classe ouvrière ? D'abord que la nationalisation de Dassault (prévue par le Programme Commun) doit se faire sans lui verser un sou ! Indemniser ce roi de la fraude, pour qui 800 millions sont de la menue monnaie, ce serait un pur scandale. On voit mal en effet comment un gouvernement défendant les travailleurs pourrait leur expliquer : *« On ne peut pas tout avoir en même temps. La semaine de 35 heures, c'est au-dessus de nos moyens. Il nous faut plusieurs milliards pour indemniser Dassault... »*

Il aurait dû ajouter : *« Nous soutiendrons tous les travailleurs qui demanderont la nationalisation immédiate de leur entreprise. »*

Au lieu de cela, il a dit : *« Nous n'allons pas au-delà ».* Quel congrès de la CGT l'a mandaté, pour fixer par avance un plafond aux revendications ouvrières ?

Felix Lourson

A deux jours de l'arrivée de Juan Carlos

GISCARD FAIT DEPORTER DES REFUGIES ANTI-FRANQUISTES !

CONTRE LE SUCCESSEUR DE FRANCO MANIFESTATION MERCREDI

● 43 militants maoïstes – des « groupes de résistance antifasciste 1er octobre » – arrêtés.

lire page 4

Juan Carlos et Giscard, chasseurs chassés ? (phot AFP)

● Grièvement blessé par la police près de Madrid

Un jeune homme de 22 ans, M. Enrique Lahuerta, a été grièvement blessé dimanche à Robledo de Chavela, à une soixantaine de kilomètres de Madrid, par une balle tirée par un auxiliaire de police de Madrid, apprend-on lundi de bonne source à Madrid.

M. Lahuerta, qui a été atteint au foie à été blessé, alors qu'il peignait des slogans politiques sur les murs de la mairie du village.

ECRIT DANS UNE PRISON DE L'ETAT ESPAGNOL

journal de deux semaines... et un an après

Un récit de Carmelo Garitaonaindia

lire page 10

Ce soir

Dans toutes les salles de la Mutualité
(24, rue St-Victor, Métro Maubert)

● de 19 h à 21 h 30

DEBATS AVEC ROUGE

Discussions avec les rédacteurs de chaque rubrique
Un stand spécial permettra de discuter
avec les équipes de production du journal (frappe, maquette, photogravure, roto...)

● à 21 h 30

Dans la grande salle, meeting
« Giscard, 2 ans ça suffit »
avec Félix Lourson

● à 22 h 30

projection du film :
« Bonne chance la France »

Raymond Queneau (photo AFP)

Raymond Queneau est mort

« Qui aurait intérêt à ce que l'eau ne s'appelle plus l'eau ? »
« Moi », répond Queneau

lire page 11

Le triomphe de Hua-Kuo-feng à Pékin (photo AFP)

Réponse aux camarades de l'OC-GOP et de l'OC-Révolution.

Soutenir le « Groupe de Shanghaï » ?

Nous avons publié hier une déclaration commune de Révo et de la GOP à propos des événements de Chine. Il en ressort un soutien peu critique au groupe de dirigeant évincés, qui auraient été *« le fer de lance des campagnes récentes contre le révisionnisme »*, et une appréciation réservée du changement qui est en train de se produire : *« les événement actuels constituent une véritable inflexion dans l'histoire de la Révolution chinoise »*, mais *« la Chine n'a pas changé de couleur, la lutte des classes s'y poursuit et s'y poursuivra »*.

En Chine, depuis 1949, il n'y a pas eu d'écrasement des masses. L'édification socialiste empirique, choisie à partir de 1956, en rupture avec le modèle stalinien de la priorité absolue à l'industrie lourde, tentait d'éviter ou de retarder la fracture entre paysannerie et prolétariat urbain ; la bureaucratie au pouvoir n'a pu s'émanciper de la pression des masses, et la personne de Mao continuait à incarner la légitimité du pouvoir révolutionnaire conquis en 1949.

Cependant, on ne peut nier que la génération historique du Parti a disparu peu à peu, par les purges successives ou de mort naturelle. On ne peut nier surtout qu'à partir de 1967 (coup d'arrêt à la Révolution culturelle) s'est engagé un processus de normalisation sociale, de reconstruction du parti et de l'Etat qui culmine aujourd'hui avec la victoire de Ha Kuo-feng. Nous y voyons un processus thermidorien, sans pour autant tracer un trait d'égalité entre l'avènement d'Hua et l'ouverture de l'ère stalinienne en URSS. En effet, le contexte n'est pas identique au niveau international ; il ne s'agit pas d'un reflux de la révolution mondiale qui renforce l'isolement, mais au contraire d'une montée. Et surtout, les masses chinoises conservent une force et une combativité sans comparaison avec le prolétariat soviétique exsangue à la fin des années 20. C'est pourquoi d'ailleurs la victoire de Hua prend les formes paradoxales d'un plébiscite de la rue : en même temps qu'il annonce une pause et le retour des spécialistes, il peut signifier une certaine libéralisation culturelle et économique. Il mêle la consolidation bureaucratique et le dégel d'après le XX[e] congrès en URSS.

C'est pourquoi nous serions d'accord avec les camarades de Révolution-GOP pour dire que les jeux ne sont pas faits en Chine, à condition qu'ils disent explicitement dans quelle logique se situe la victoire actuelle de Hua Kuo-feng et de son équipe.

Quelle gauche ?

Or, les camarades dans leur communiqué ne tarissent pas d'éloge sur la « gauche » aujourd'hui éliminée dont les textes auraient tiré « le bilan le plus avancé de la lutte des classes sous le socialisme ».

Il est indéniable que la fraction vaincue représentait par ses écrits une « gauche » au sein de l'appareil. Elle incarnait la continuité du volontarisme maoïste, celui de la Longue Marche, du Grand Bond en avant, de la Révolution culturelle. Elle exprimait idéologiquement les aspirations égalitaristes que la Révolution chinoise a puisées dans son dénuement et dans la force de ses racines paysannes. mais au-delà des pétitions de principe, la fraction de Shanghaï ne pouvait incarner une politique révolutionnaire alternative.

En 1967, elle avait directement participé au coup d'arrêt à la Révolution culturelle, à la triple alliance et à la réhabilitation des cadres, dès que la mobilisation autonome des masses ouvrières parut menacer l'appareil et remettre en cause l'armée. Aussi, quand les camarades de Révo-GOP constatent un « recul des capacités de contrôle des membres du PCC et des masses sur les affaires du Parti », **encore faudrait-il qu'ils précisent sous quelle forme organisée s'exerçait jusqu'à présent ce contrôle. Et quand ils appellent de leurs vœux des** « formes d'organisation qu permettent à la classe ouvrière d'exercer sa dictature en tout », **encore faudrait-il qu'ils précisent comment ils voient ces formes et ce qu'a fait la gauche avant sa chute pour les promouvoir.**

Enfin, quand les camarades de Révo-GOP annoncent qu'ils porteront leur attention sur la « mise en pratique effective que la Chine ne sera pas une super-puissance et ne veut pas subordonner la lutte révolutionnaire des peuples aux nécessaires compromis entre états », **peuvent-ils oublier la visite de Nixon au plus mauvais moment pour la révolution vietnamienne, et plus encore le rôle directement contre-révolutionnaire de la diplomatie chinoise en Iran, au Soudan, au Pakistan, au Chili, à Ceylan ? Et ses appels à un renforcement militaire de l'Europe capitaliste face à l'Union soviétique ? Tout cela alors que la fraction dite de gauche participait en bonne place au pouvoir en Chine.**

Dès lors, n'est-ce pas quelque peu léger, abusif, ou franchement erroné de lui attribuer « le bilan le plus avancé de la lutte des classes sous le socialisme ». **Ni par sa pratique ni par les écrits que nous en connaissons, la fraction de Shanghaï n'a apporté des réponses stratégiques de fond au mouvement ouvrier international ou sur les problèmes de l'économie de transition et de la lutte antibureaucratique. Ni en théorie, ni en pratique, elle n'arrive à la cheville de l'opposition de gauche des années 20 en URSS.**

Une fausse humilité

Dans leur déclaration, les camarades de l'OC-GOP et de Révo condamnent les prises de position « présomptueuses et irresponsables de ceux qui au sein de l'extrême-gauche, spéculent et tranchent en France sur le destin de 800 millions d'hommes et de femmes ». **Cette fausse humilité est irrecevable. Combien de fois n'a-t-elle pas déjà servi à ceux qui nous disaient qu'il serait présomptueux de trancher en France sur le destin de 200 millions d'hommes et de femmes en trains d'édifier le socialisme sous Staline ?**

Mais surtout, en prenant position, en évitant un bilan franc et public de la révolution chinoise, en donnant leur soutien à une prétendue gauche, les camarades prennent-ils pas la responsabilité d'administrer de discutables leçons aux millions d'exploités et d'opprimés de par le monde, en lutte contre le grand capital et l'impérialisme ?

Pour nous, il n'y a pas de tabou. Nous réaffirmons notre soutien à la révolution chinoise contre l'impérialisme, mais nous ne pensons pas que la référence à Mao puisse en quoi que ce soit permettre d'esquiver la discussion sur une expérience révolutionnaire où l'ensemble du mouvement ouvrier international se trouve impliqué.

Daniel Bensaïd

CHINE

LE DOSSIER CONTRE LE « GANG DES 4 »

Il semble que la nouvelle direction chinoise a sensiblement étoffé son dossier d'accusation contre les membres du « groupe de Shanghaï ». L'article du *Quotidien du peuple* **d'hier présente en effet une série d'appréciations, prêtées à Mao Tsé-toung sur ce que l'on appelle maintenant à Pékin le « gang des quatre ». Nous donnons ici une liste de ces propos.**

— **Juillet 1974** : « Il vaut mieux que vous fassiez attention. Ne formez pas une petite faction de quatre personnes ! ».

— **Décembre 1974** : « Ne formez pas une faction. Ceux qui le font tomberont ».

— *Novembre-décembre 1974* : « Chiang Ching a de folles ambitions. Elle veut que Wang Hung-wen devienne président du Comité permanent du Congrès national populaire et elle-même veut devenir présidente du Comité du Parti ».

— **3 mai 1975** : « Pratiquez le marxisme-léninisme et non le révisionnisme, travaillez à l'unité et non à la scission, faites preuve de franchise et de droiture et ne tramez ni complots ni intrigues. N'agissez pas comme un gang de quatre. Ne le faites pas. Pourquoi continuez-vous à le faire ? » *La même journée, il aurait donné cette « instruction »* « Si cette question n'est pas réglée cette année, il faut qu'elle le soit l'année prochaine. Sinon il faudra qu'elle le soit l'année suivante ».

Que ces citations soient vraies ou fausses, là n'est pas en fait le problème. Il est probable que la « gauche » de l'appareil, si elle ne se trouvait pas en prison pourrait ressortir l'équivalent contre l'actuelle direction, comme elle l'avait fait au moment de la chute de Teng sans que celui-ci puisse répondre.

Ce qui est sûr, par contre, c'est que les travailleurs chinois n'ont aucun moyen de juger par eux-mêmes, et sur pièces, les différentes positions en présence et que la publication de citations coupées de leurs contexte, méthode inaugurée par Staline dans sa lutte conte l'Opposition de gauche en URSS ; a l'époque, les citations étaient de Lénine...

THAILANDE

Le Parti socialiste Thaï lance un appel à la lutte armée

L'amiral Sangad Chalowyoo, qui avait pris le pouvoir le 6 octobre dernier après un coup d'état militaire, vient de dissoudre le « Conseil national de réforme administrative » qu'il présidait et a remis ses « pouvoirs » au nouveau premier ministre Thanim Kraivichien.

Avant sa dissolution, le conseil militaire a édicté des mesures de « moralisation » des fonctionnaires, de la police et de l'armée. Il leur est interdit, en particulier, de « recevoir de l'argent de subordonnés », de *« fréquenter les lieux de plaisir nocturnes en uniforme, d'être fêtés par des hommes d'affaire pour service rendus »* etc... mesures qui en disent long sur le degré de corruption de l'appareil d'Etat en Thailande.

Une nouvelle Constitution est entrée en vigueur dans laquelle il est dit que *« la Thailande est un royaume un et indivisible, gouverné par un système démocratique avec le roi comme chef d'Etat (1)*, chaque citoyen jouit des *« droits et libertés prévus par la loi »* et doit *« défendre la nation, la religion et le trône »*... Dans quatre ans et trois mois des élections devront avoir lieu pour former une assemblée nationale.

En réalité, il ne fait aucun doute que l'ensemble du pouvoir reste aux mains de la dictature militaire, quelque soient les manœuvres pour amuser la galerie et ne pas trop compromettre ouvertement le grand protecteur américain en période électorale.

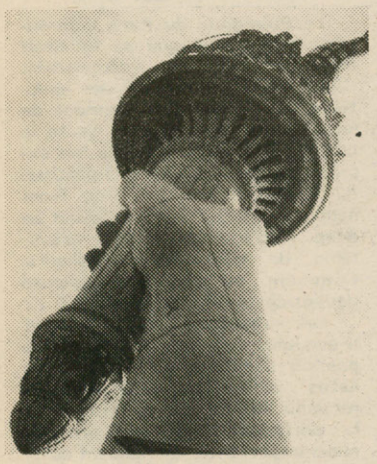
En effet, malgré la prétendue remise du pouvoir à un gouvernement civil, choisi par les militaires, la loi martiale reste en vigueur sur l'ensemble du territoire ; les forces de sécurité continueront leur tâche de « chasse aux gauchistes et aux dangers potentiels pour la société ». Les écoles et universités resteront fermées jusqu'au mois prochain et, une fois ouvertes, seront interdites aux *« étudiants débraillés »* et *« organisateurs de meetings politiques »*. De plus, si le conseil est dissout, il ne disparaît pas pour autant et se transforme en une *« assemblée de conseillers auprès du premier ministre »*. Il est possible que les « conseils » de cette assemblée seront suivis à la lettre par le gouvernement, qui apparait comme n'étant rien de plus que « cache-sexe civil » de la dictature.

Un appel à la lutte armée

Des dirigeants du Parti socialiste Thai, réfugiés au Laos depuis le coup d'Etat, ont lancé un appel sur les ondes de la *« Voix du peuple thailandais »*. Accusant l'armée d'avoir *« mis fin arbitrairement à la lutte parlementaire du peuple thailandais »*, il préconise la *« lutte armée sous toutes ses formes »* contre le nouveau régime. Plusieurs centaines de militants thailandais se sont réfugiée au Laos depuis le coup d'Etat. Cet appel diffusé avec l'aide du Laos montre que celui-ci est prêt à soutenir la résistance contre la dictature militaire.

F.C.

Les Etats-Unis avant les présidentielles



« NOUS N'AIMONS PAS LES NEGROS »

Visite dans un lycée raciste de Boston, centre de la résistance à la «peste noire»

De notre envoyé spécial Julien Tonnac

« Avant au moins, les choses étaient simples et claires. Il y avait des endroits réservés aux Blancs et ceux réservés aux Noirs. Pas moyen de se tromper : c'était écrit en toutes lettres à l'entrée. En outre la grande majorité de la communauté noire n'avait pas d'autres moyens d'entrer dans le monde des Blancs... ». Aujourd'hui, la loi et la constitution nous garantissent l'égalité et en conséquence le libre accès à tous les lieux publics. Foutaise, la majorité d'entre nous continue d'habiter, de travailler, de vivre à l'écart de la communauté blanche. Personne ne serait assez fou pour se risquer dans Southie, le quartier des « petits blancs » à moins d'y être contraint. Rares sont ceux qui acceptent d'y prendre un emploi, quand on le leur propose... Dès que le bus franchit le pont, l'angoisse te serre au cœur. C'est pire encore quand il faut descendre. Tout le monde te dévisage. Ouvertement. Tu as beau te dire que rien de sérieux ne peut t'arriver, en plein jour du moins, c'est plus fort que toi, tu as peur. Et eux, ils n'ont même pas besoin de t'insulter, ni de t'attaquer. La frayeur leur suffit. Et toi tu as honte de ta propre lacheté »

« Pour nos enfants, c'est la même chose. Pourquoi leur faire courir le risque d'une insulte, d'un mauvais coup ? Pourquoi les faire vivre dans la peur ou dans la honte ? Parce que les écoles des Blancs sont meilleures que les nôtres ? Et à quoi bon les envoyer dans une école puisque de toute façon, en sortant ils ne trouveront pas de travail. »

Je sors du métro en même temps qu'une dizaine de lycéens, d'une quinzaine d'années, en tous points fidèles à l'image que nous avons d'eux en France. Je m'attendais à trouver quelques jeunes aux cheveux courts, l'air martial. Mais non, tous ont les cheveux longs et l'allure décontractée. Seule la présence d'un flic la matraque à la main, en train de faire les cent pas, me confirme que je ne me suis pas trompé de station. Le spectacle de rue, banal et triste, criante de pauvreté que je trouve à la lumière du jour m'étonne. Tout d'abord parce qu'il contraste étrangement avec celui du reste de la ville, calme, propre verte et apparemment agréable à vivre. Je m'attendais à trouver quelque banlieue, comme il en existe tant aux USA, faite de pavillons gentillets et bien alignés, mais la rue principale n'est bordée que d'immeubles sinistres. Même les plus récents gardent l'allure de cages à lapins. Quant aux autres, la seule chose qui puisse les faire remarquer, ce sont les inscriptions malhabiles dont ils sont couverts :*« Jamais », « Southie doit rester blanc »,* etc.

Sans parler d'un certain nombre d'autres que ma connaissance de l'argot empêche le plus souvent de comprendre. Je ne peux dire qu'une chose : le mot « baiser » y est omniprésent.

La « peste noire »

Voilà le lycée, South Boston High Scool, l'épicentre à la résistance à la « peste noire ». Sur le fronton de pierres grises, au dessus de 4 colonnes à la grecque, le sceau du Massachussets et un texte illisible dont j'imagine qu'il s'agit de la devise : *« Par l'épée nous cherchons la paix, mais la paix seulement dans la liberté »*. Quelle ironie !

Trois policiers montent la garde devant l'église, pendant que les voitures de police sont stationnées dans la cour. Seules les élèves peuvent pénètrer, après un strict contrôle d'identité. La plupart des bus sont déjà arrivés. Certains aux trois quarts vides, sont allés chercher les écoliers noirs habitant jusqu'à trente kilomètres de l'établissement. Après la campagne électorale, les racistes ont cessé de s'en prendre aux bus qui, du coup, n'ont plus eu besoin d'être escortés par des motards comme il y a quelques mois.

Tout est calme. Mais je sais que le calme ici est une notion très relative et que le lycée a connu, ces dernières semaines, quelques moments très chauds. Bagarres dans une classe, course et poursuite dans les couloirs, il n'en fallait pas plus pour transformer le lycée en un véritable champ de bataille. Un lycéen, noir, m'explique : *« Les classes sont mixtes, mais Noirs et Blancs sont assis de part et d'autre de la salle. Il suffit d'une remarque, d'une gomme ou d'un livre lancé en réponse, pour qu'aussitôt ce soit le tour des chaises et des bureaux, etc, et que dans toutes les classes la bagarre commence ».*

Interrogé sur les raisons de ces affrontements quotidiens, un jeune blanc me répond : *« Parce que nous n'aimons pas les négros et qu'ils ne nous aiment pas non plus »* A-t-il participé à ces afrontements ? *« Bien sûr »* et il *« aime ça ! ».*

Deux pièces ont été aménagées, au premier étage, pour que les étudiants surpris en train de se battre y « retrouvent leur calme ». L'une pour les Blancs, l'autre pour les Noirs : un premier point pour les partisans de la ségrégation raciale. Mais gare à celui ou à celle qui passe par l'isoloir ou qui se fait surprendre dans les couloirs. Depuis la rentrée, 161 élèves ont été suspendues, dont 97 Blancs. Pour éviter le retour à de tels événements, les policiers effectuent maintenant des rondes dans les couloirs et stationnent en permanence aux points stratégiques de l'établissement. Il ne manque plus les chiens policiers, les barbelés et les miradors...

Cette atmosphère, savamment entretenue par les dirigeants des groupes racistes opposés au busing, commence à porter ses fruits. Les cinq membres du conseil des parents d'élèves, qui viennent d'être élus, sont tous des opposants déclarés au busing. Et la municipalité clame à corps et à cris qu'il ne lui est pas possible de dégager les forces de police nécessaires au maintien de l'ordre dans tous les établissements. Un discours sous forme d'ultimatum puisqu'il revient à placer l'administration fédérale et les parents non engagés devant l'alternative suivante : le bordel avec les Noirs ou le calme sans les Noirs.

J.T

Le « busing » —système permettant le transport des écoliers noirs dans les écoles à majorité blanche— est la cible favorite des racistes

IRLANDE

Pas le droit d'être contre la peine de mort !

Noël et Marie Murray sont deux militants irlandais, qui ont été condamné à être pendus le 1er novembre. Une campagne est engagée pour les sauver. Mais non content de condamner à mort Marie et Noël Murray, le gouvernement irlandais s'en prend à ceux qui osent exprimer leur désaprobation de ses méthodes. Depuis quelques mois, le Comité de défense des Murrays a été l'objet d'attaques incessantes.

Pours ses militants, il n'y a plus moyen de coller des affiches dans Dublin sans se faire arrêter. Deux militants ont même été inculpés pour le contenu des affiches. Un membre du comité a reçu des menaces de flics en civil : ils sont venus chez elle pas moins de trois fois en 48 heures, faisant pression sur elle pour essayer de lui faire retirer son soutien au comité.

Et pour ne pas que tout cela se sache, la presse est censurée. Le plus grand quotidien *Irish Times*, a été traîné en justice pour répondre de l'accusation d'« offense envers le tribunal ». Il avait osé publier un communiqué de l'Association pour une justice légale critiquant le verdict à l'encontre des Murray. L'*Irish Times* s'en est tiré en *jurant* de respecter désormais la Cour criminelle spéciale, ses juges et ses décisions ! L'Association pour une justice légale est toujours poursuivie.

C'est à la suite de ces poursuites que toute la presse a refusé de publier tout communiqué, toute lettre de lecteur, tout article condamnant la peine de mort. Seuls sont autorisés les compte-rendus factuels du tribunal. Le seul journal qui a transgressé cette règle, le quinzomadaire libéral *Hibernia*, a vu son directeur inculpé. Il risque de faire saisir tous les biens du journal !

La censure va si loin aujourd'hui en Irlande, que les journalistes de la télévision estiment ne plus pouvoir excercer leur métier dans des conditions normales, ont demandé aux téléspectateurs de ne plus avoir confiance en les informations qu'ils donnent.

Le Murray Defence Committee en action à Dublin

DES BOURREAUX A AMNESTY INTERNATIONAL ?

La campagne internationale pour sauver les Murray s'étend aujourd'hui. Parmi les multiples protestations, se trouvent celles émises par Amnesty International, mouvement qui se bat partout dans le monde contre la peine de mort, la torture, etc...

Dans une lettre adressée au premier ministre irlandais, le secrétaire général d'Amnesty International, Martin Ennals, écrit : *« Amnesty s'oppose à la décision de condamner à mort et à l'exécution de cette peine, indépendemment de la nature du crime qui puisse avoir été commis. »*

Pourtant plusieurs membres du comité ministériel gouvernemental irlandais appartiennent à Amnesty International, et certains y occupent des postes de responsabilité. Il s'agit de Richie Ryan, ministre des finances, de Garret Fiztgerald, ministre des Affaires étrangères, de Conor Ruise O'Brien, ministre des Postes et Télégraphes, de Justin Keeting, ministre de l'Industrie et du Commerce, de Declan Costello, procureur général.

Ces ministres devraient s'opposer à l'exécution de Marie et Noël Murray. Le Comité de Défense leur demande, soit de démissionner du gouvernement, soit de démissionner d'Amnesty International.

De son côté Amnesty International ne devrait pas tolérer plus longtemps la présence de bourreaux dans ses rangs. Il y va de son efficacité et de sa crédibilité.

ACHETEZ ROUGE TOUS LES JOURS DANS LE MEME KIOSQUE

JUAN CARLOS A PARIS MOBILISATION !

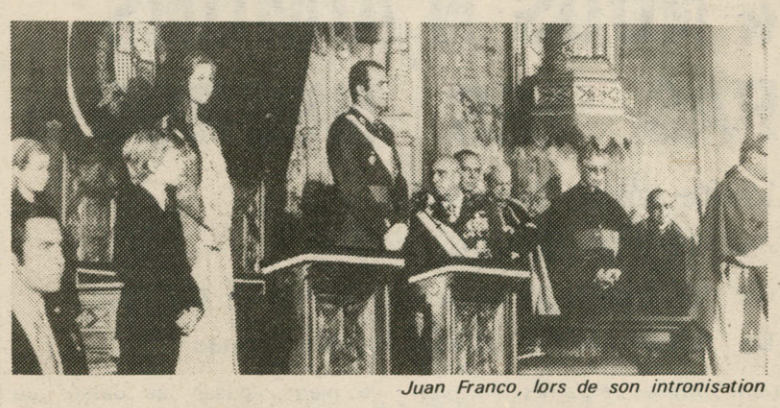
Plusieurs centaines d'interpellations de réfugiés espagnols et basques ont été opérées par les services de police dès l'heure du laitier hier matin à Bayonne et dans tout le Sud-Ouest. De nombreux réfugiés basques se sont vus *« invités »* à faire leur paquetage en trois minutes et ont été déportés pour une durée de 6 jours, le double du temps de la visite de Juan Carlos en France, vers l'île d'Yeu selon les premiers témoignages qui nous sont parvenus.

A Paris, de nombreux militants espagnols en exil ont été convoqués par les services de police et interrogés.

Lundi soir, la télévision de Madrid a retransmis le message que Valery Giscard d'Estaing a adressé au peuple espagnol. Relevant sans ironie que c'est la première visite d'un chef d'Etat espagnol en France depuis 50 ans (Giscard « oublie » la rencontre de Franco et d'Hitler à Hendaye en 1940) le président de la République française a expliqué : *« La France suit avec une attentive sympathie les initiatives et les efforts du roi Juan Carlos »* **et exprimé** *« le désir de trouver dans l'Espagne un véritable partenaire avec qui nous souhaitons progresser ensemble. »*

Le porte-parole de l'Elysée, parle quant à lui de *« retrouvailles »* **pour définir cette visite.**

« Contre ces retrouvailles et la collusion entre le gouvernement de Giscard et un roi couronné par la grâce du Caudillo, les organisations suivantes appellent l'ensemble de l'opinion publique et toutes les organisations démocratiques à se mobiliser massivement pour



Juan Franco, lors de son intronisation

manifester, mercredi, contre la provocation que constitue la visite d'un homme qui laisse croupir dans les geôles espagnoles 250 prisonniers politiques. Elles demandent à tous les antifranquistes de contacter leurs militants pour organiser concrètement la mobilisation du 27. Le gouvernement a interdit toute manifestation, cela est inacceptable, il doit reculer.

Le 27, Juan Carlos à Paris, mobilisation !

Des familles dénoncent « l'amnistie »

« Tous les Basques devraient être envoyés sur une île déserte, avec des chiens enragés pour qu'ils se dévorent entre eux »

(Procureur du procès d'Arrizabalaga)

« — Nous voulons que tous les prisonniers politiques qui restent détenus bénéficient de l'amnistie !

— Ce n'est pas de notre compétence...

— Nous réclamons une amélioration des conditions de vie, de visite, d'étude des 250 prisonniers politiques !

— Prenez patience, on ne peut pas changer le règlement des prisons du jour au lendemain...

— Nous, les familles des prisonniers politiques, nous sommes obligées de faire 2 500 km de voyage aller-et-retour pour rendre visite, pendant 20 mn, les jours ouvrables, aux prisonniers qui sont incarcérés dans les prisons andalouses. Regroupez tous les prisonniers dans une prison de leur province d'origine !

— Mais enfin, vous n'êtes pas raisonnables. Nous avions accepté une fois de les regrouper, à Ségovie. Et vous avez vu le résultat, un mort... »

Le mort, c'est le prisonnier du MIL qui a été abattu par la Guardia Civil lors de la fuite de Ségovie, en avril dernier. Tel a été le dialogue entre les représentants des familles des prisonniers politiques d'une part et le secrétaire du ministre de la Justice auquel s'était joint le directeur de l'administration pénitentiaire d'autre part.

Ils étaient plusieurs centaines sur le trottoir de la Calle San-Bernardo, le 29 septembre dernier à faire le siège du ministère de la Justice. 350 exactement, représentant les 250 familles des prisonniers politiques encore détenus en Espagne. Ils étaient venus dans la nuit, en train, en car et en voitures des quatre provinces basques et de Barcelone, rejoindre les familles madrilènes. Les *« grises »* les ont dispersés et seule une délégation de cinq personnes a été autorisée à rentrer. Ils étaient venus demander une audience au ministre. Celui-ci les a fait lanterner d'heure en heure. Tergiverser et gagner du temps semble être la seule activité des hommes du régime. A la sortie, les familles ont organisé une conférence de presse.

Elles y dénoncèrent le scandale du décret *« d'amnistie »* qui fait des tribunaux d'exception qui ont condamné sur ordre, les *« juges »* d'aplication de la loi d'amnistie. Comment penser que le conseil de guerre qui condamna à mort Andonl Arrizabalaga pour avoir, avec une bombe, détruit en tout et pour tout deux vitrines, va l'amnistier de la peine de prison à vie qu'il purge depuis que la sentence de mort a été commuée. C'est au cours de ce procès que le procureur militaire avait déclaré : *« Tous les Basques devraient être envoyés sur une île sauvage déserte et volcanique, avec des chiens enragés, pour qu'ils se dévorent entre eux... »*

Les familles dénoncèrent aussi cette pseudo-amnistie qui laisse intactes les archives et les fichiers de police et donne ainsi les moyens aux bandes parapolicières d'exercer leur action criminelle.

Et puis, il y a aussi le scandale des jugements en attente (Eva Forest, Durán, Beotegui, etc.), certains vieux de 8 ans, d'autres où des peines de mort vont être requises (attentat de la Puerta del Sol, exécution de Carrero Blanco). La liste des amnistiés est longue (surtout qu'on y a rajouté les témoins de Jehovah et les déserteurs), mais beaucoup de ces *« amnistiés »* qui purgeaient deux ou trois condamnations ne sont pas sortis : ils n'ont été amnistiés que pour une seule...

Longuement, les familles sont intervenues sur l'état des conditions sanitaires. La cousine de Sabino Arana raconta le *« désert sanitaire »* de l'hôpital pénitentiaire de Carabanchel. Isa, blessé par une balle Dum-dum lors de la fuite de Ségovie est resté *un mois et demi* avec la main gangrénée, avant d'être amputé. Les antibiotiques à haute dose qui lui ont dévasté le système rénal. Faute de moyens radioscopiques et d'analyses, l'état de Sabino Arana, qui souffre d'une lésion pulmonaire et d'incidents rénaux, reste préoccupant. Les médecins de Carabanchel, qui est le *seul* centre hospitalier pénitentiaire de tout l'Etat espagnol refusent de communiquer aux familles leurs diagnostics et les ordonnances prescrites. *« Ce ne sont pas de vrais médecins, mais des matons en blouse blanche... »*

Juan Carlos sur TF1, dimanche soir

Un homme heureux

Juan Carlos 1er, roi d'Espagne est un homme simple, bon père et bon époux, tristement familial, entouré de trois bambins blonds et d'une reine effacée s'occupant de bonnes œuvres. On a encore dans les oreilles le chabadabada Lelouch, le portrait de la monarchie espagnole vient doucettement se fondre dans la mélasse tranquille d'Un homme et une femme. **TF1 suinte le bonheur, l'Espagne aussi. Anouk Aimée et Trintignant batifolent sur une plage, Juan Carlos et Irène se promènent dans la campagne, à moins que ce ne soit le contraire...**

Il aime bien rouler en voiture avec sa petite famille sur le siège arrière : qui ? Trintignant ? Non, Juan Carlos. Il est là, blindé dans sa grosse Mercedes, il dit qu'il va jeter un coup d'œil sur son peuple qu'il aime tant... En fait de peuple on ne le voit rencontrer que des curés et des militaires, des ministres et des chefs d'Etat, Giscard en tenue de chasse...

Le portrait du roi d'Espagne de TF1 dimanche soir gomme tout, efface tout, ce pantin fabriqué par Franco est bien ingrat : on ne prononce pas une fois le nom de Franco, aux oubliettes Franco ; on ne dit pas un mot de la façon dont il a accédé à sa couronne. Seule légitimité : il a un arrière-grand-père qui roupille définitivement à l'Escurial. Ah, ben alors, sûr qu'il a le droit d'être roi d'Espagne...

Oupi, c'est contre ce petit bourgeois appliqué et bonasse que les gauchistes veulent faire des manifestations ?

M.C

AFRIQUE AUSTRALE

Ouverture de la conférence sur le Zimbabwe

Une bombe à retardement

Les luttes des Noirs et des Métis en Afrique du sud, la défaite subie par « l'invincible » armée de Vorster en Angola, les montées sociales en Namibie et au Zimbabwe (Rhodésie) témoignent de la crise profonde qui atteint l'ensemble des Etats d'Afrique australe. Cette crise ne peut aller qu'en s'accentuant. Dans cette perspective, le Zimbabwe est une des premières épreuves, d'une série à venir, pour l'impérialisme et la « diplomatie » africaine. Si cette bombe n'est pas désamorcée à temps, elle peut transformer cette région en un des points chauds de la lutte de classe internationale. C'est précisément cette « urgence » qui donne sa fonction à la Conférence de Genève qui s'ouvre aujourd'hui.

A des titres divers l'impérialisme, le régime raciste de Prétoria et la « diplomatie africaine » ont intérêt à ce que cette conférence aboutisse à un résultat : la mise en place d'un Etat néo-colonial délivré des aspects rétrogrades du régime raciste des colons actuels.

L'impérialisme, principalement américain et britannique, pour maintenir ses investissements locaux et aider au renforcement de l'Afrique du sud, cherche à gagner du temps. Les Etats africains s'emploient à déjouer toute dynamique qui exacerberait les contradictions sociales de leurs propres pays. Il est donc préférable pour eux que le radicalisme s'exprime dans les salons genevois plutôt qu'à partir des maquis guerilleros. D'où un jeu de pression sur les nationalistes de Zimbabwe qui n'est pas sans rappeler l'attitude initiale des Etats arabes dans la question palestinienne, qui aura la suite que l'on sait.

Il n'en reste pas moins vrai que cette convergence d'intérêts doit compter avec l'écho que rencontre la lutte armée de la ZIPA (Armée de libération du Zimbabwe). Et actuellement, même les Etats africains ont intérêt à ce que la lutte armée maintienne sa pression. L'appel à la population entière à s'engager *« dans une guerre de libération »*, fait par la ZIPA ces derniers jours répond à cette exigence. Mais il serait faux de ne pas y voir aussi l'émergence d'une nouvelle génération militante, les divergences de vues entre Etats (cf : l'attitude plus radicale du Mozambique, base arrière des guerilleros) et le désaveu que le réformisme noir rencontre auprès de larges couches de la population africaine.

Frank Tenaille

Chronique des pays de l'Est

Le Présidium du Parti communiste tchécoslovaque se félicitait dimanche soir du « déroulement démocratique et digne » des élections législatives qui viennent de se dérouler. « Le peuple, ajoute le communiqué, a une nouvelle fois exprimé son plein soutien à la politique du Parti communiste et du Front national ». **Et *La Pravda* reprenait en écho :** « Un triomphe éclatant du système de démocratie socialiste ». **Comment ne pas être écœuré devant cette** « démocratie à 99% » ?

Les résultats, s'ils étaient prévisibles, ne conservent même pas un semblant de pudeur : les listes officielles uniques ont recueilli 99,97% des suffrages, et la participation a été presque aussi importante. Un résultat aussi ubuesque n'avait jamais été atteint depuis 30 ans. Et c'est bien d'un record qu'il faut parler : celui de la manipulation électorale « légale ».

Voici quelques conseils techniques tirés de l'expérience tchécoslovaque à ceux des premiers secrétaires qui n'arriveraient pas à dépasser les 99% :

1 Etablir une candidature unique dans chaque circonscription ;

2 La faire patronner par un paravent du PC qu'on appelera Front national ;

3 Décourager l'abstention en pointant les abstentionnistes sur les listes électorales, et en leur rendant la vie impossible ;

4 Mettre sur pied des équipes d'assesseurs qui iront à domicile faire voter les malades et les invalides ;

5 Rendre le secret du vote légalement non obligatoire ;

6 Prohiber les bulletins contre et les bulletins blancs ;

7 Pointer les utilisateurs du seul isoloir de chaque bureau de vote ;

8 Considérer comme valable tout bulletin qui portera des surcharges ou des traits en diagonale ;

9 Le seul moyen de voter contre consistera à barrer horizontalement le nom.

Tout ceci évitera de recourir au procédé désuet de bourrage des urnes.

S.B

URSS

La police a appréhendé lundi, 25 Juifs soviétiques qui protestaient depuis une semaine contre le refus des autorités de leur accorder un visa d'émigration en Israël. Les autorités, visiblement exaspérées par ce regain de mobilisation, deux manifestations de Juifs arborant l'étiole jaune ayant eu lieu la semaine dernière, ont commençé par en condamner quatre à 15 jours de détention pour « acte provocateur et voyouterie ».

La bureaucratie, qui a de plus en plus de mal à justifier son attitude vis-à-vis des Juifs désirant immigrer en Israël, recourt abondamment au prétexte suivant : *« ces personnes avaient accès à des secrets d'Etat »*. **Et comme on sait que tout ce qui est secret d'Etat...**

POLOGNE

● L'historien Macierewicz, l'un des 14 fondateurs du Comité de défense des travailleurs, qui avaient été arrêté le 21 octobre, vient d'être relâché. Conduit dans un bureau de recrutement de l'armée, il a finalement été réformé pour malformation rénale.

● *Lu dans Zycie Warszawy du 8.10.76*

« A l'occasion du 32e anniversaire de la constitution de la milice et des organes de sécurité, a eu lieu à Radom, place de la Victoire, une cérémonie de remise de drapeau, fondée par les habitants du département de Radom, à la direction de la milice de Radom (...)

Rue Zeromskiego a eu lieu un défilé des forces de la milice. Le défilé a été fortement applaudi par les habitants de la ville. (...) Au cours d'une cérémonie solennelle, les fonctionnaires qui se sont distingués ont reçu des médailles et des grades plus élevés (...) Dans une cérémonie similaire à Varsovie, rapporte encore le quotidien varsovien, M.E. Gierek (premier secrétaire du Parti) a affirmé que le « B.P estime beaucoup l'activité des forces de l'ordre ».

Après la réunion du Comité Central de l'UDR

ENTRE L'ESPERANCE ET L'ANGOISSE

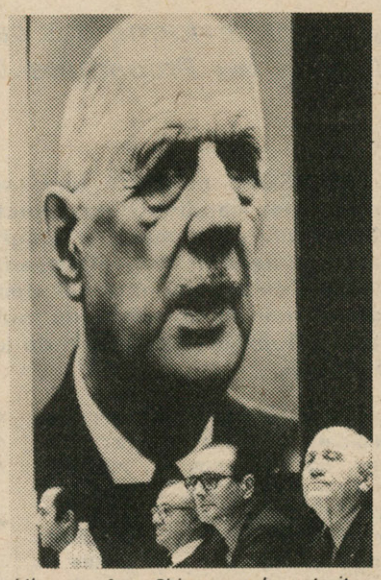
« Un sursaut était nécessaire ». **Tel est le commentaire de Guéna, secrétaire général de l'UDR, après la réunion du Comité central de sa formation le week-end dernier. De fait, et à l'unanimité, Chirac y a été sacré homme providentiel.**

Il faut rompre avec la vieille UDR. *« Le rassemblement que nous voulons exige l'ouverture et la tolérance. Nos objectifs doivent être fondés sur 3 impératifs : ceux du cœur, de la raison et de la volonté. Nous voulons être des porteurs d'espérance »*. Ainsi a parlé Chirac, ainsi a-t-il réchauffé le cœur des UDR moroses. Il l'a d'autant mieux fait d'ailleurs qu'indépendamment des grands élans lyriques, il a su être précis. *« Nous sommes associés au gouvernement. Nous ne sommes pas responsables du gouvernement »*. Autrement dit : nous nous réservons de préserver notre originalité face à la politique menée par Giscard et Barre. Nous sommes associés, donc interlocuteurs, donc différents. Pas question donc d'accepter de se noyer dans la grisaille de la majorité présidentielle.

Une recomposition des droites

C'est une recomposition des droites autour de l'UDR rénovée qui a été projetée ce week-end.

Et dans cette recomposition Chirac entend bien jouer le rôle prédominant. Il n'hésite même pas, face aux « barons » du gaullisme, à évoquer le souvenir de l'antique *« Rassemblement du peuple français »*. *« A cette époque, il y avait De Gaulle et la France coupée en 15. Aujourd'hui, la France est coupée en 2 et il n'y a plus De Gaulle »*. Chirac est postulant. Les « barons », Chaban et autres Debré, grincent des dents mais se soumettent. A vrai dire : ils n'ont plus le choix.



L'homme fort...Chirac sous le portrait de de Gaulle

Chirac semble aller de l'avant. En réalité l'opération du week-end dernier va dans le sens d'une crise ouverte de la majorité. On évoque les grands desseins, on use des grands concepts, mais la réalité est là, pressante, angoissante qui les fait tous trembler et suer de peur : *l'échec probable aux élections*. Ils se savent discrédités et minoritaires, ils ouvrent avec crainte leurs journaux pour y lire la dégringolade de leur cote de popularité, leur base sociale s'effrite. Alors ils cherchent un sauveur. Ils ne sont pas prêts à se laisser abuser, eux, par un succès de librairie. *« Démocratie française »* bat les records de vente, mais cela n'empêche pas le Giscard d'être en baisse constante.

L'homme fort

Les *« assises pour le renouveau »* de l'UDR ? Personne n'y croit vraiment. Aucune des conditions qui seraient nécessaires à la formation d'un grand rassemblement gaulliste populaire ne sont réunies. Chirac n'est vraisemblablement pas dupe de l'anachronisme de son projet. Il lui importe seulement d'être l'homme fort de rechange, face à un Giscard dont la « fragilité » est maintenant légendaire. Une défiance sourde en attendant la rébellion ouverte. Une manière de vivre avec la crise...

J-F V

Ceux qui sont contents de l'opération Chirac et espèrent avoir trouvé un nouveau fuehrer sont les membres du PFN dont le secrétaire général, Pascal Gauchon, s'est félicité qu'il « dise tout haut ce que les Français pensent tout bas ».

Et d'ajouter à propos des élections municipales « qu'en aucun cas le PFN ne pratiquera la politique du pire et ne favorisera sous aucune forme l'union de la gauche ». Ce qui veut dire que le PFN ne présentera pas — ou peu — de candidats et appellera à voter pour ceux propulsés par Chirac, ou, à défaut par les giscardiens.

Et ce n'est finalement que justice que le PFN appelle à voter pour ceux dont il colle les affiches moyennant, bien sûr, finances. Le contrat d'exclusivité a été passé il y a quelques semaines. Il est juteux, merci.

A propos de l'austérité

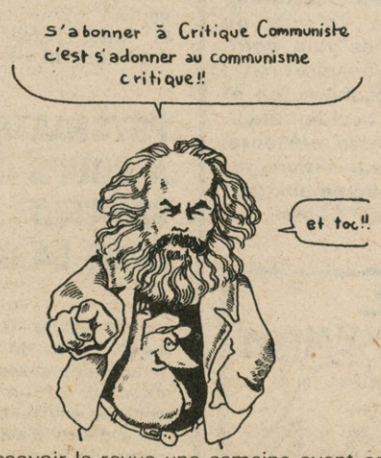
Le PCI parle... Le PCF se tait

« Nous sommes, bien sûr, favorables à une économie ouverte ; mais quand, dans une économie ouverte, entrent en jeu vingt millions de dollars de déficit, cela signifie que quelque chose qui s'appelle l'indépendance nationale est en question. Une classe ouvrière qui veut être une classe de gouvernement se doit de prendre en charge ce déficit »... (La politique d'austérité), *« C'est sans aucun doute une politique difficile. Elle implique une réorientation du développement vers d'autres horizons, une organisation plus humaine de la production et de la vie. Mais elle implique aussi que l'on sache dire « non » à certaines revendications. Je crois qu'une popularité construite sur une somme de « oui » à toutes les revendications corporatives est une popularité dont doit se garder un Parti communiste. Parce qu'elle signifierait sa pleine intégration au système des intérêts particuliers, typique de la phase actuelle de la société capitaliste. Cela signifierait un renoncement au rôle d'avant-garde du parti »* (sic).

Ces propos recueillis, dans le *Nouvel Observateur* de cette semaine, ne viennent pas d'un quelconque social-démocrate mais de Luciano Barca, responsable de la politique économique du Parti communiste italien. Au moins en Italie, l'orientation du PC est claire. Il accepte le principe du plan d'austérité et ne renacle que sur certaines de ces modalités. Le PC accepte que la classe ouvrière paye les conséquences de la crise, sans préciser a quelle classe en est responsable. Et toute cette politique de collaboration de classesne vise qu'un but : se faire accepter par la démocratie chrétienne et aller au gouvernement dans ces conditions. Alors il faut bien donner des garanties à la bourgeoisie.

Que pense la direction du PCF de ce soutien du parti frère au plan d'austérité ? Dans *l'Humanité* d'hier, on trouve seulement un commentaire élogieux et défensif d'un livre sur la politique du PCI, écrit par Giorgio Napolitano. Après avoir dénoncé : *« Les licenciés es sciences politiques qui mettent dans une même corbeille opportuniste PCI et PCF en les accusant de parvenir avec vingt années de retard aux mêmes conclusions que le Parti socialiste »*. L'*Humanité* ajoute que ce livre permet de savoir *« pour quelles raisons de fond PCI et PCF adoptent un comportement différent en face de problèmes apparemment semblables »*. Tout cela est très confus et nous, on aimerait savoir ce qui sépare ces deux partis, sur le fond.

Publicité



Si tu veux : — recevoir la revue une semaine avant sa mise en vente publique ;
— la trouver facilement sans débusquer les kiosquiers radicalisés ou les librairies progressistes ;
Abonne-toi ! 10 numéros : 80 F. Abonnement de soutien : 100 F. et plus.

Pour toute correspondance : Critique communiste, 10, impasse Guéménée, 75 004, Paris. Libeller les chèques aux Editions de la Taupe.

Le rapport Guichard sur les collectivités locales

Décentraliser... en renforçant le contrôle de l'Etat

Guichard vient de présenter un volumineux rapport sur les collectivités locales. Produit des travaux de la « Commission de développement des responsabilités locales » la réforme proposée se définit comme un moyen d'obtenir une véritable décentralisation administrative en France. Le ministre d'etat déclarait hier au *Figaro* que *« ce projet est une chance, peut-être la dernière, de sauver la démocratie représentative »*. Décidement, par les temps qui courent, les actes de la *« dernière chance »* ne manquent pas. Après le plan Barre, voilà la *« réforme des collectivités locales »*.

Il faut dire que ce n'est pas la dernière réforme proposée sur le sujet. Déjà Fouchet et Marcellin avaient en leur temps planché sur la question. Ils avaient échoué. Aujourd'hui, de quoi s'agit-il, cinq mois avant les élections municipales ?

Communes et communautés

L'ensemble des mesures seraient destinées à faciliter l'exercice de la démocratie à la base. On reconnaît là un thème cher aux partis de gauche qui fon tous, dans leurs manifestes municipaux, de la décentralisation des pouvoirs l'axe principal. Mais évidemment derrière cette démagogie le projet Guichard vise au contraire à renforcer le contrôle de l'Etat sur la vie locale. S'il donne plus d'autonomie aux municipalités c'est pour leur retirer tout pouvoir sur les grands choix. Ces pouvoirs seraient transférés au niveau des « communautés ». Deux sortes de communautés sont prévues : les communautés urbaines qui réuniraient obligatoirement les communes qui comptent plus de 200 000 habitants, les communautés ordinaires qui comprendraient celles qui ont moins de 30 000 habitants. Seraient ainsi constituées 750 communautés urbaines et 3 600 communautés ordinaires. Un syndic élu pour 6 ans présidera le Conseil de la Communauté des communes, la commission départementale verra son rôle renforcé, une conférence *nationale des institutions locales constituera l'organe permanent de relations entre l'Etat et les collectivités, notamment pour les questions financières.*

Or les pouvoirs de la commune sont déjà limités du fait de la tutelle qu'exerce sur toutes les grandes décisions le préfet. Le rapport Guichard, sans remettre en cause cette tutelle, limite les compétences réservées aux communes. L'urbanisme, les plans d'occupation des sols, la voirie, l'action foncière, les transports collectifs seront du ressort de la Communauté. De même pour l'implantation des zones industrielles, des réseaux d'eau, d'assainissement, de collecte des ordures. Ce qui fait dire au commentateur de l'l'Huma : « C'est à la communauté que reviendraient tous les pouvoirs réels tandis que dans les communes les maires et les conseillers pourraient inaugurer les chrysanthèmes et réciter l'article 12 dans les mariages ».

Defferre et Mauroy condamnent également le projet tout en soulignant certains aspects positifs. Ainsi Mauroy déclaraient à France-Inter dimanche que le rapport Guichard *« pose les problèmes comme le Parti socialiste n'a cessé de les présenter depuis six ans »*. Et Defferre *« craint »* que le rapport soit *« une fois de plus, un faux semblant »*.

Un référendum

« La réforme devrait s'engager sur un acte solennel de la souveraineté nationale » suggère le rapport Guichard. Ce qui a été interprété par toute la presse comme une proposition de référendum.

Certes le Parlement doit aborder la réforme au printemps, mais en définitive aucune décision n'est envisagée avant les municipales de 77. Ce référendum aurait donc lieu après. Giscard, qui veut selon *Les Echos*, qu'un grand débat s'engage sur le projet Guichard, n'a pas encore répondu à la suggestion.

Mais il est évident que si elle entrait en pratique, la consultation prendrait un tout autre sens. Parce que le rapport tend à réduire le pouvoir des communes, ce référendum aurait l'allure d'une provocation après une probable poussée de la gauche en mars. Mais surtout il deviendrait dans une conjoncture de crise un test décisif pour le régime.

Guichard propose-t-il par là, de réunir toute la droite et diviser la gauche ? Les expériences de De Gaulle et Pompidou ne furent pas concluantes. Mais cette idée est-elle sérieuse ?

Jean-Yves Touvais.

A Lille

La bataille pour les municipales est engagée

La campagne municipale est déjà commencée. Ségard, le ministre des PTT mène l'offensive de la droite pour ravir la mairie au socialiste Mauroy. Il a paradé ce week-end dans les quartiers chics de la périphérie, pour décorer « le président de l'association des anciens élèves » d'un collège. Comme il est courant dans cette sorte de meeting, il est félicité par le « père supérieur » pour « son inébranlable défense des institutions libres ».

Naturellement Ségard en a profité pour donner quelques coups de pattes à la mairie socialiste, il va même jusqu'à exposer son objectif : « empêcher la prise de la mairie par la coalition socialo-communiste », et sa tactique : « parti pris de simplicité et de dialogue ». Bref, il ressort la vieille démagogie apolitique des réactionnaires qui se veulent subtils, mais qui risquent fort de se casser le nez sur la réalité des luttes de classes lilloises. Ainsi Ségard a choisi son public. Il commence sa campagne dans les remises de médailles ou les thés dansants qui réunissent la bonne société lilloise.

Du côté du mouvement ouvrier, la campagne est également engagée. Les socialistes ont organisé sans grand succès des Etats généraux du Nord Pas de Calais » pour opposer la population aux objectifs régionaux du V[e] plan. Le PCF s'appuie sur son quotidien régional *Liberté, pour mener le battage autour de son contrat communal. Son objectif est une entrée en force dans le conseil municipal, sur la base des rapports de forces PC-PS dans la classe ouvrières locale.*

Correspondant

politique

Dans une interview à Paris-Match

Mitterrand :« A l'heure dite, en 1978 »...

François Mitterrand succède à Giscard dans *Paris-Match*. Au cours d'une longue interview, le leader de l'opposition réaffirme notamment que le plan Barre *« additionne des recettes traditionnelles de l'économie libérale, dont certaines sont utiles »*, et vante, au contraire, l'exemple des Allemands qui *« ont marqué une volonté de redressement qui a supposé l'acceptation d'un certain nombre de sacrifices »*. En somme, l'austérité de Barre n'est pas bonne. Celle de l'Union de la gauche serait meilleure...

Interrogé plus précisément sur les perspectives politiques, le Premier secrétaire du Parti socialiste a déclaré : *« Il est sain que la droite au pouvoir achève de démontrer son incapacité à maîtriser la crise. Il est sain que la démocratie fonctionne selon les règles qu'elle s'est elle-même données. Notre pays aura d'ici les élections législatives plusieurs fois l'occasion de marquer son désaveu à ceux qui nous gouvernent. Et, à l'heure dite, en 1978, de les renvoyer. »*

Ce qui revient à dire : *« Il est sain que les travailleurs subissent la politique d'austérité jusqu'en 1978... »*

Si l'on comprend bien ce que dit Mitterrand, les travailleurs auront beau mettre le gouvernement en minorité aux partielles, aux municipales, comme ils l'ont déjà fait aux cantonales, il faudra encore attendre 1978... au nom des « règles démocratiques ». N'est-ce pas, au contraire, dès aujourd'hui qu'il faut créer les conditions d'une riposte centralisée qui empêche Barre d'appliquer son plan de bataille contre les travailleurs ?

Quant aux nationalisations, le Premier secrétaire a réaffirmé ce qu'il avait dit au *Forum de l'Expansion* : *« Le Programme Commun a prévu des nationalisations nommément désignées. C'est tout cela et ce n'est que cela »*. Mais pourtant, Mitterrand avait explicitement précisé que Roussel-Uclaf et Honeywell-Bull, passés sous contrôle étranger, n'étaient plus « nationalisables ». Qu'en est-il donc exactement ? Mais pourtant, le Parti communiste avance comme revendication la nationalisation de la sidérurgie et de l'automobile. Les travailleurs ne sont-ils pas en droit de savoir où en sont les discussions à ce sujet dans les commissions de « renégociation » du Programme Commun ? Mais pourtant, un petite phrase du Programme Commun ouvre la possibilité pour les travailleurs de réclamer la nationalisation de leur entreprise. Les déclarations de Mitterrand aboutissent-elles donc à la supprimer, comme le réclament les radicaux de gauche ?

P.J.

Les élections législatives partielles

Le PSU sera présent dans quatre circonscriptions

• *La plate-forme des candidats ne fait aucune allusion au Progamme Commun*

Le PSU a présenté hier, au cours d'une conférence de presse, ses candidats aux élections législatives partielles du 14 novembre prochain. Il s'agit de Victor Leduc, secrétaire national, dans le V^e^ arrondissement de Paris, Geneviève Patot, membre du bureau national, dans les Yvelines, Maguy Guillem, agricultrice et membre du bureau national en Corrèze, et Gérard Dubreuil, secrétaire de la section de Villefranche, dans le Rhône.

La plateforme nationale des candidats s'intitule : « Voter PSU, pour que la victoire ne vous échappe pas ». Outre la volonté affirmée de battre la droite et de réaliser un « front politique et syndical » contre le plan d'austérité, elle ne contient aucune allusion au Programme commun ni aucune démarcation par rapport aux autres partis qui l'ont signé. Tout juste peut-on lire que « si la gauche a des chances de gagner, elle le doit pour une bonne part au PSU, au socialisme autogestionnaire (...) » ou qu'« avec le PSU, vous direz aux autres forces de gauche que le temps n'est pas à l'hésitation ni à la concurrence pour le rôle dirigeant (...) ».

Le cavalier seul du PSU dans ces élections n'est que le prolongement du choix amorcé par le conseil national sur les municipales. A l'image de Lutte ouvrière qui présente partout ses candidats, le PSU n'a pas jugé bon de rechercher les conditions d'une campagne unitaire nationale de l'extrême-gauche. Victor Leduc devait notamment répondre à cette question sur les contacts qui avaient eu lieu à Paris avec la LCR : *« Nous avons été informés d'une réunion unitaire pour l'élection du V^e^ arrondissement qui devait rassembler la LCR, LO, l'OCI et Révolution. Nous n'avons pas jugé utile de nous déplacer. »* ...

P.J

Avant la fusion entre l'OC-GOP et l'OC-Révolution !

L'OUTIL REVOLUTION

L'outil-Révolution **(24 pages, 3 F, tous les jeudi) vient de paraître. Il eest issu de la fusion des rédactions de deux hebdomadaires d'extrême-gauche,** Révolution **et** l'Outil des travailleurs.

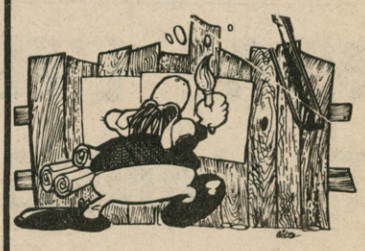
Cette fusion intervient dans le cadre du débat préludant à la fusion prochaine des deux organisations qui éditaient les hebdos sus-mentionnés ; l'OC-Révolution et l'OC-GOP. L'unification devrait être proclamée le 5 décembre prochain, à l'issue d'un congrès convoqué pour la circonstance.

Présentant le projet de fusion, l'édito du nouvel hebdo indique notamment : « ce n'était pas là une entreprise aisée (...). Pour la première fois il ne s'agit plus de réconcilier des cousins, se réclamant de la même tradition politique et séparés un moment par des divergences tactiques, mais d'unifier dans une organisation communiste des militants que séparaient au départ leurs références théoriques, leur histoire récente, leur langage, leur forme de militantisme ».

L'édito souligne également que les discussions ont abouti par « une référence commune au marxisme-léninisme, aux enseignements de la Révolution chinoise et de Mao Tsé-toung, mais aussi par la volonté de répondre aux tâches des communistes révolutionnaires (..) dans la situation économique et sociale de l'Europe occidentale ».

Ce premier numéro présente, outre un dossier sur l'immigration, une page consacrée aux derniers événements en Chine.

aujourd'hui



POITIERS

Procès de quatre militants antinucléaires, au palais de Justice à 14 heures. Ils sont accusés d'avoir effectué un « bombage » sur un édifice public en mai 1975.

GERSTHEIM ERSTEIN

Une soirée sur le nucléaire, avec un bilan sur l'activité antinucléaire locale, un débat. Il y aura Jean Kergrsit, le « clown atomique » et sa « centrale balladeuse » qui présentera son théâtre de poche. Salle des fêtes, à 20 h 15.

GRENOBLE

Comité Malville : une conférence de presse aura lieu à 17 heures 30 à la salle des Concerts. On y fera le point : sur les inculpations, sur le début des travaux sur le site Malville, sur l'accident de Marcoule, sur la grève de l'usine de retraitement de la Hague. Le comité Malville peut être contacté : 1, rue Emile Zola, 38 000, Grenoble.

ROUEN

Luttes en Amérique Latine, expos et meeting, avec la participation du groupe Karaxu. Salle Sainte-Croix, à 20 h 30.

PARIS

Contre l'Apartheid, manifestation devant le ministère des Affaires étrangères à l'initiative du MRAP, à 18 heures.

notes

RAPPEL A L'ORDRE DES MEDECINS

L'UD-CFDT de la Seine-Saint-Denis annonce que quatre médecins du département sont poursuivis par l'Ordre des médecins pour leur refus de payer leur cotisation. Une fois de plus, alORs qu'il s'agit de médecins signataires d'un appel qui compte plus de 600 singnataires et s'attaque au fondement de l'institution ordinale, cette derière préfère les attaquer devant la juridiction civile où ils seront traités commes de mauvais payeurs. Les médecins veulent traiter cette affaire sur le fond, jugeant qu'ils n'ont aucune dette vis-à-vis de l'ordre.

PSYCHIATRIE A COUPS DE SAVATES DANS LA GUEULE

M. Bruno Gaetano, un invalide, vient de déposer plainte pour coups et blessures contre le directeur et un infirmier d'une clinique psychiatrique de Toulon. Il se plaint d'avoir été frappé à coups de poings et de pieds à la face, parce qu'il refusait d'aller se coucher tôt. Il aurait ensuite été séquestré dans sa chambre pendant 36 heures, avant de pouvoir être admis dans un hôpital, où des lésions graves susceptibles d'entraîner des complications, ont été relevées.

Armée

Un défilé militaire perturbé à Millau

« Nous défilons où nous voulons, quand nous voulons » ... Ah oui ?

« L'armée française est l'armée de la nation. Elle est partout chez elle sur le territoire français, et elle entend défiler là ou elle le veut et quand elle le veut ». Ces mâles paroles sont du lieutenant-colonel Bessou, commandant le 92^e^ RI de Clerrnont-Ferrand actuellement en manœuvres au camp du Larzac.

Il faut dire que le lieutenant-colonel était furieux. Le défilé de son beau régiment dans les rues de Millau venait d'être perturbé par des manifestants hostiles au développement du camp. Même que la fanfare avait dû arrêter son concert. Une honte ! Mais c'est sans doute trop demander à un lieutenant-colonel que de comprendre que si l'armée se sent partout *« chez elle »*, au point d'avoir des attitudes d'armée d'occupation, telle n'est pas l'opinion des paysans, qui eux aussi ont quelques raisons de se sentir *« chez eux »* sur leurs terres.

A l'issue de ce défilé animé, les organisations de défense du Larzac, ainsi que Conseillers généraux socialistes de l'Aveyron ont fait connaître leur indignation. *« Ce défilé ne pouvait apparaître que comme une provocation. Il est bien clair qu'il visait à tester les sentiments de la population de Millau. Tant que le problème du Larzac ne sera pas résolu, il est hors de question que les militaires puissent espérer quelque fraternisation que ce soit avec l'ensemble de la population millavoise »*.

Le lieutenant-colonel et ses compères n'ont pas fini de tempêter. D'autant plus que la situation dans leurs régiments n'est pas de nature à les consoler. Rappelons qu'au 92^e^ RI existe depuis fort longtemps un comité de soldats des plus actifs (*« Gardavoufix le Gaulois »*), auquel les organisations syndicales locales ont manifesté leur soutien à diverses reprises. Qu'ils soient paysans ou appelés, les civils donnent vraiment bien du tracas à ces pauvres militaires.

J.F V.

Le comité de soldats du 22^e^ RIMA d'Albi solidaire des paysans

Le comité de soldats du 22^e^ RIMA d'Albi proteste contre l'uitilisation faite du régiment le 5 octobre dernier. Ce jour-là, les gens de Millau étaient montés nombreux camper sur un terrain mis à la disposition de l'armée, la ferme de Cavaillès (appartenant au PDG de Néogravure). Ils y protégaient un troupeau récemment constitué. Le ministère de la Défense a donné l'ordre de déloger les occupants. C'est ce qui s'est fait, tabassages à l'appui. Plusieurs paysans dont Pierre Burgière ont été sérieusement blessés. Des installations civiles ont été détruites par le feu.

« Le comité de soldats du 22^e^ RIMA d'Alabi se solidarise avec les victimes du 5 octobre dernier et dénonce une fois de plus le rôle répressif que l'armée veut faire jouer aux appelés du contingent ».

social

Après le 7, après le 23, comment continuer ?

1) La journée du 7 octobre

par Félix Lourson

Le 7 octobre, c'était six millions de travailleurs qui faisaient grève avant même que le plan Barre soit entré en application : les plus grosses manifestations depuis 1968. Le 23, c'était une vingtaine de mobilisations régionales sur les jeunes et l'emploi, dont la quasi-totalité (à quelques exceptions près comme Lille, Nantes et Amiens) ont donné lieu à de très faibles mobilisations. Aujourd'hui Seguy annonce déjà que la CGT *« ne fera rien qui soit de nature à perturber les consultations électorales à venir »*.

Dans les entreprises, les militants syndicaux combatifs qui sentent qu'il faudrait une riposte centrale au plan Barre ressentent tout le poids de cette situation. C'est le moment de faire le point.

Rouge publie à partir d'aujourd'hui une série d'articles sur le bilan des journées du 7 et du 23, et la suite. Ils reprennent pour l'essentiel un rapport fait à la conférence nationale ouvrière de la LCR du 16 et 17 octobre, en intégrant les derniers éléments fournis par l'actualité.

Les grèves et les manifestations du 7 ont été marquées par trois caractéristiques principales : une mobilisation extrêmement massive, des cortèges peu combatifs dans une « ambiance premier Mai », et un profond sentiment d'attentisme politique.

Les plus grosses manifestations depuis 68

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : plusieurs centaines de milliers à Paris, 60 000 à Lyon, 35 000 à Bordeaux, 25 000 à Marseille et à Rouen, 15 000 à Rennes, Dijon et Grenoble, 10 000 à Tours et Clermont, etc.

Ce caractère massif était dû à la fois à l'ampleur de l'attaque qui s'annonçait avec le plan Barre, au sentiment d'une faiblesse relative du gouvernement, et à la réapparition d'un front syndical commun CGT, CFDT, FEN pour la première fois depuis la signature par cette dernière du contrat Fonction publique. C'est cet élargissement de l'unité qui explique la participation d'un nombre significatif de sections FO aux cortèges.

Si l'on examine quels secteurs ont été les plus massivement représentés, on constate plusieurs caractéristiques générales :

— De gros cortèges d'enseignants :

Mobilisation massive, qui traduisait l'impact en milieu enseignant d'une mobilisation unitaire de l'ensemble des syndicats ouvriers.

— Une représentation importante à la fois du secteur public et des entreprises du privé :

Cette synchronisation des mobilisations dans les deux secteurs prolonge celle du printemps 76 après les cantonales (SNCF, métallurgie), et diffère par exemple des luttes de l'automne 74, où la mobilisation dans le secteur public (PTT) s'était déroulée sur un fond d'apathie relative des entreprises du privé sous le coup des premiers effets de la récession.

— Une participation massive des secteurs « arriérés » de la classe ouvrière et d'entreprises à faibles traditions de lutte.

A Dreux, à Marseille, à Clermont, etc. on retrouve le même phénomène : de petites entreprises de 100 ou 150 salariés, dont la moitié ou les trois quarts du personnel étaient descendus dans la rue. Dans plusieurs villes, on remarquait également de gros bataillons de travailleurs (euses) du Commerce ou de la Fonction publique traditionnellement peu présents dans les manifestations. C'est l'indice très net d'une remobilisation en profondeur dans la classe ouvrière.

« Bastions » et « luttes dures ».

Ces grandes lignes générales une fois tracées, il faut aborder deux aspects plus complexes de cette mobilisation :

— Une participation inégale des « bastions » :

Il y a là un aspect contradictoire : d'un côté on a constaté en effet une présence importante de grosses entreprises à fortes traditions de lutte relativement politisées, et même un début de retour en force de secteurs traditionnellement avancés marqués par des échecs (SNCF, EGF).

Mais en même temps, on a assisté à l'absence remarquée de certains bastions comme Berliet à Lyon, ou de nombreuses usines Renault. On peut trouver plusieurs raisons de ce phénomène : le « réalimse politique » de secteurs peu soucieux d'épuiser leurs forces avant 78 a peut être joué ; il y a aussi une volonté délibérée de la bureaucratie syndicale, refusant de « mettre le paquet » sur le 7 (*« ce sera trois heures ou rien ; c'est à prendre ou à laisser »* avait expliqué Certano, le responsable de la CGT à Billancourt.).

On peut voir à cette attitude deux raisons contradictoires : le souci de ne pas risquer d'échec dans la mobilisation de travailleurs échaudés par des luttes partielles brisées ; et inversement, le souci qu'après le 7, la lutte ne se prolonge (même sous des formes de grèves d'ateliers) dans des entreprises considérées comme des phares pour la classe ouvrière.

— Le boycott d'un nombre limité, mais significatif d'entreprises qui avaient mené récemment des luttes dures :

On peut citer par exemple l'absence remarquée, ou la très faible mobilisation des hôpitaux de Lyon, de l'usine Pechiney à Lacq, de la métallurgie à la Rochelle, de la Solmer à Fos, etc.

Il y a plusieurs raisons à cette abstention de travailleurs combatifs, face à une échéance aussi importante que le 7 :

— Il faut d'abord compter avec la fatigue et les difficultés financières dans des entreprises qui sortent d'une mobilisation profongée, notamment là où n'existe pas une défiance profonde à l'égard des directions réformistes : l'usine Kréma à Montreuil (quatre semaines de lutte, 700 syndiqués sur 1 000) n'envoie que 50 personnes à la manif ; à la Rochelle (huit entreprises en lutte pendant plusieurs semaines) pas de cortège métallurgie structuré, mais des métallos dans le cortège du PCF.

— Mais il y a aussi des refus de participer qui traduisent une désorientation de certains secteurs combatifs, critiques vis-à-vis des directions syndicales, échaudés par leur propre expérience de luttes locales brisées et de journées d'action inefficaces, incapables de mesurer l'enjeu politique du 7 et son importance pour les luttes de classes à venir. Dans une entreprise du midi par exemple des militants syndicaux expliquent : *« On est assez combatifs pour débrayer huit heures. Mais ils croiraient qu'on a confiance en « leur » truc. Et puis s'il s'agit seulement de faire grève et de descendre dans la rue pour dire pour qui on va voter, deux heures suffisent bien... »*. Autre exemple : dans une entreprise de la chimie lorraine, qui avait mené une grève de trois semaines, la CFDT ne participe pas, par *« refus des grèves de 24 heures »*. Dans la presse quotidienne, cette sensibilité a trouvé son reflet dans la superbe ignorance de *Libération* pour la journée du 7.

Dans la CFDT, ce refus ultra-gauche a parfois trouvé un point d'appui chez des militants qui se réclamaient de l'orientation confédérale (cf. la proposition d'une heure de grève seulement qui avait été faite à l'origine par la CFDT à la FEN et à la CGT, avec la perspective de tout axer sur le 23). Cette attitude a été aussi encouragée par des courants mao-staliniens comme dans la métallurgie en Seine-St-Denis (voir le slogan de l'Huma Rouge : « Ni plan Barre, ni Programme Commun !).

F.L.

Demain : « Une atmosphère de premier Mai ».

L'imposant cortège du 7 à Paris

LE 23 octobre

AMIENS
Dynamisme, mais peu d'unité

Plus de 3 000 participants à la journée du 23 octobre à Amiens. Ce caractère massif montre que cette journée correspondant à un besoin réel de centralisation des luttes sur l'emploi dans une région (Aisne, Oise, Somme) très touchée par le chômage et les tentatives de restructuration : Pocalain, la Snias, CSP, Carbonne-Lorraine, DEA, Motobécane. Très touchés aussi par la répression antisyndicale : Torquéo chez St Frères, Defosse à St Quentin et Dercourt chez Manutair.

Journée tout en contraste, le 23 octobre à Amiens a été marqué par le dynamisme de la manisfestation (tranchant avec celle du 7 octobre), la volonté de lutte des participants, le caractère vivant et extrêmement coloré des stands, des pancartes, des affiches et des ballons ; mais aussi, par l'absence de débats sur « comment continuer ? » Ainsi l'intervention des boîtes en lutte s'est déroulée dans l'indifférence générale.

Mais bien que la manifestation ait été convoqué de manière unitaire l'unité ne s'est guère manifestée dans son déroulement ; les travailleurs arrivaient par exemple dans des cars « CGT » ou « CFDT » et non regroupés par entreprise.

Correspondant

CAEN
Une guerre de mots d'ordre

Lors de la journée nationale d'action organisée par la CFDT, le CGT et la FEN, c'est par milliers que les travailleurs sont descendus dans la rue. Ils étaient environ 5000. Le secteur le plus représenté était incontestablement la Manche, en partciculier la région de Cherbourg avec les travailleurs du CEA de La Hague qui en sont maintenant à plus d'un mois de grève. Cette manifestation fut aussi une guerre des mots d'ordre. Les traditionnels **Union, action, Programme commun** lancés par la CGT, auxquels répondiaent les mots d'ordre variés lancés par les militants CFDT les plus combatifs tels que **« 35 h tout de suite, n'attendons pas 78, frappons plus fort qu'en 68 » « La majorité n'est pas à l'assemblée, elle est dans la rue »**, etc.

Cette manifestation, à l'origine devait se terminer par un forum aux Halles des expositions. La CGT a littéralement saboté ce forum en appelant les militants à rester dehors. Il y avait pourtant de nombreux stands, Radio-Technique, Berreta de Lisieux, le groupe « chômeurs de Caen », Caron-Ozanne, etc. La SAVIEM n'avait pas de stand ayant donné la priorité à l'action. L'abse,-ce de stands CGT a été remarqué. Cela explique la position de cette dernière. Mais ce procédé est vraiment regrettable, car ce ne sont pas de telles pratiques qui feront avancer l'unité d'action.

Correspondant

Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque

SAVIEM-CAEN

LA DIRECTION EN ECHEC

• Samedi 23 au matin, se poursuivait la récupération de la journée du 7. Ce jours-là, la direction de la SAVIEM, prétextant une coupure de courant lockoutaient les travailleurs et prétendaient les faire récupérer les samedi 16 et 23 octobre. Mais les ouvriers concernés ont refusé ce diktat et ont mis en place des piquets aux portes de l'usine, le 16 et le 23.

Le samedi 23 octobre, cette récupération concernait un poste, soit environ 1000 travailleurs. La direction avait, tenant compte de son échec le 16 octobre, décidé de mettre le paquet. De très bonne heure, elle avait convoqué les plus hauts cadres, sans oublier bien sûr les huissiers de service. Elle avait adopté une tactique différente ; c'est à dire qu'elle avait laissé les travailleurs combatifs fermer les grilles du parking et qu'elle avait placé des huissiers aux deux entrées extrêmes.

A tactique différente riposte différente

Les travailleurs grévistes ne sont pas tombés dans le piège, ils ont laissé faire, puis lorsque les premiers travailleurs sont arrivés, ils ont bouché les entrées avec leurs voitures.

Les travailleurs postés venant travailler étaient en réalité très peu nombreux. Ceux qui sont venus sont repartis.

A 6 heures du matin, d'autres sont revenus : les inconditionnels du boulot, les jaunes, ceux qui venaient faire des heures supplémentaires. Quelques uns seulement sont entrés.

Une fois de plus, c'est un échec cuisant pour la direction. Sur environ 2000 travailleurs qui auraient dû travailler (les postes et les heures supplémentaires), ce sont environ deux cents qui sont entrés. La mobilisation intersyndicale CFDT-CGT a été un succès.

Correspondant

vie syndicale

Dans Syndicalisme Hebdo

La CFDT rencontre deux organisations politiques

Le dernier numéro de l'hebdomadaire de la CFDT, *Syndicalisme-hebdo,* consacre deux communiqués à l'annonce de rencontres effectuées par la CFDT. Tout d'abord celle entre la centrale du square Montholon et une délégation des Radicaux de gauche. Les deux organisations ont décidé *« de se consulter plus fréquemment sur les problèmes économiques et sociaux qui se poseront au pays »*. Les Radicaux « de gauche » ont demandé que soit supprimée la clause du Programme commun prévoyant une certaine initiative des travailleurs dans le choix des nationalisations.

Ils ont indiqué que pour lutter contre l'inflation, la Gauche devrait attaquer le pouvoir d'achat de certaines catégories. Or, à la lecture du communiqué, il ne semble pas que la CFDT ait abordé ces problèmes dans la discussion.

La CFDT a également rencontré le Centre des démocrates sociaux (CDS). Il s'agit, rappelons-le, d'une formation politique de droite qui appartient à la majorité présidentielle. Un de ces principaux animateurs en est le ministre Lecanuet. Le communiqué de la CFDT conclut en indiquant que *« la délégation du CDS a pris acte des positions de la CFDT »*.

La question que de nombreux militants ne manqueront pas de se poser est : « A quoi sert une telle rencontre ? ». La direction de la CFDT espère-t-elle convaincre ces gens-là ?

Le CDS a voté le plan Barre. Il faut le combattre, pas perdre son temps dans les discussions stériles. Pourquoi pas, demain, une rencontre entre la CFDT et l'UDR ?

Dans Le Peuple (CGT)

Les conséquences du plan Barre

Après un rapide bilan de la grève du 7 octobre, le bi-mensuel de la CGT analyse le plan « Giscard-Barre » dans lequel il voit un *« plan d'exploitation massive, la contre-attaque d'un système déclinant, tourné vers le passé, sans perspectives »*. L'article du *Peuple* signale que le plan d'austérité entraîne une *« attaque générale contre le pouvoir d'achat »*.

Et d'abord contre le *« salaire réel »* : *« Le plan entend mettre ne œuvre une police des salaires — sans l'appeler par son nom véritable — afin de réaliser une hausse sensible du taux d'exploitation. »*

Les autres aspects du plan sont ensuite évoqués : alourdissement de la fiscalité directe, manipulations sur la fiscalité indirecte, freinage des dépenses publiques, poursuite de l'offensive contre la Sécurité sociale. l'étude de la CGT analyse les conséquences économiques du plan Barre, en particulier sur la consommation, le chômage, le crédit et les prix.

A signaler que le dossier de ce numéro du *Peuple* est consacré aux *« droits de l'enfance aux loisirs et aux vacances »*. Dossier qui étudie l'action des comités d'entreprise face au problème des centres de loisirs pour enfants.

Publicité

K 7 ROUGE

Sont disponibles actuellement :

— Le mode de production capitaliste (J. Valier)
— Les contradictions du capitalisme (J. Valier)
— L'impérialisme (J. Valier)
— L'Etat dans la société capitaliste (M. Hallouze)
— Le matérialisme historique (J. M Vincent)
— Les classes sociales (1) (D. Bensaïd)
— Les classes sociales (2) (D. Bensaïd)
— La théorie léniniste de l'organisation (H.Weber)
— La dégénérescence bureaucratique du mouvement ouvrier (H. Weber)
— Le phénomène stalinien (1) (G. Filoche)
— Le phénomène stalinien (2) (G. Filoche)
— Le crise actuelle du capitalisme (J. Valier)

Prix de vente à l'unité : 25 F uniquement à la librairie Rouge.
Pour toute commande : libellez les chèques à l'ordre des éditions de la Taupe rouge.
Ecrire à : Editions de la Taupe Rouge, service K7 formation, 10 impasse Guéménée, Paris 75004.

Le bluff du blocage des prix

AGFA-GEVAERT
SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 99.640.080 F

GEVAERT IMPORTATEURS EXCLUSIFS DES PRODUITS AGFA-GEVAERT Agfa

Adresser la correspondance à :
AGFA-GEVAERT
Département I. G. R.
Boite Postale 12
78560 - LE PORT-MARLY
TEL. : 958 58.95

V. RÉFÉRENCE N. RÉFÉRENCE [redacted] NUMÉRO LE 29 septembre 1976

Monsieur et Cher Client,

Dans le courant du mois de juillet, nous vous avions informé que nos prix seraient augmentés à partir du 1er octobre 1976.

A la suite des dernières décisions gouvernementales, nous sommes dans l'impossibilité d'appliquer notre nouveau tarif.

Nous avons engagé, auprès des services compétents, une procédure, qui nous l'espérons, nous permettra, d'ici quelques semaines, d'appliquer ces nouveaux prix.

Dans cette attente, nos matériels et produits seront facturés aux prix actuellement en vigueur.

Nous vous prions de croire, Monsieur et Cher Client, en l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Michel TOUMIT
Directeur du Département
GRAPHIQUE-REPROGRAPHIQUE

Le 22 septembre, le gouvernement annonçait le blocage des prix industriels jusqu'en janvier 77. Nous avons déjà signalé à l'époque que ce blocage restait sans conséquence puisqu'il n'y avait pas eu de relevé de prix avant le 15 septembre.

Dans tous les cas, les industriels n'ont pas à s'affoler ; les dérogations sont largement redistribuées. Ainsi, une semaine avant la publication du plan Barre, la direction AGFA faisait savoir à ses clients qu'elle avait déjà déposé sa demande, confiante dans l'issue positive. Décidément les patrons n'ont rien à craindre du blocages des prix, à condition que les travailleurs ne mettent pas trop le nez dans leur affaire. Une raison de plus pour les syndicats de se préparer à demander des comptes à leur patron, à exercer le véritable contrôle.

L'Hebdo de droite « Le Point » fait état d'un « rapport secret » sur la CFDT

L'hebdomadaire de droite le Point **fait cette semaine des « révélations » sur la CFDT. Cet hebdomadaire aurait eu connaissance d'un « rapport secret » portant sur « les enseignements du 37e congrès », présenté comme un document interne d'une vingtaine de feuillets résumant les débats de la première réunion du bureau national après le dernier congrès.**

Nous en reproduisons quelques extraits. *« Il faut changer de cap et de méthode. Sinon, au congrès de 1979, le cartel des refus constituera une majorité négative et nous serons dans l'impasse. Il en va de l'avenir de la CFDT »*, tels sont les propos prêtés au secrétaire général, Edmond Maire.

L'apparition d'une opposition autour de la « contribution » des six fédérations, la mise en cause à travers des votes insuffisants de candidats proches de la direction, comme Jacques Chérèque, seraient analysés de la manière suivante : *« J'ai été piégé, joué par la « contribution ». La ficelle de mon élection à plus de 90 % des voix, alors qu'on cherchait à éliminer les candidats dont je me sens le plus proche, est trop grosse. Je n'accepte pas cette dissociation, ni pour aujourd'hui, ni pour demain. »*

Et *le Point* continue ses « révélations » : *« Notre problème est de résoudre le décalage entre la pratique et la théorie (...). Jusqu'à ce jour, nos orientations ont été élaborées par un trop petit nombre (...). Continuer à faire porter le débat central sur les orientations ferait courir le risque à la CFDT d'être de plus en plus abstraite, théorique et coupée de ses adhérents. »*

Plus loin, à propos de l'extrême-gauche : *« C'est le danger principal qui menace la CFDT (...). Ce courant trouve son unité dans un vocabulaire radical et une attitude empreinte d'infantilisme et d'intolérance (...). Il faut mesurer que le type de débats qui s'est instauré au sein de la CFDT a favorisé ce courant, très à l'aise dans la théorie et la fuite en avant. »*

Quant à l'opposition des six fédérations : *« Des organisations ont joué un rôle dangereux en conduisant leurs syndicats à cumuler souvent leurs voix avec celles des gauchistes et des basistes (...). C'est de l'irresponsabilité. »*

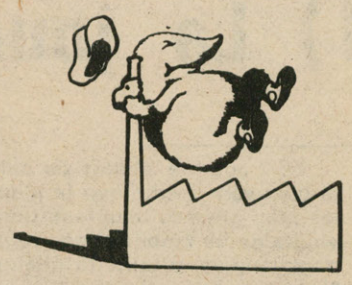
Ces révélations soulèvent des problèmes graves. Leur origne entraîne à la prudence.

Dans le cas où ce document est une invention, la direction confédérale se doit de mettre un terme à une campagne qui sème le doute dans les esprits des syndiqués en démentant officiellement son existence.

Si le document se révèle authentique, il tendrait à prouver que les militants syndicaux sont dans l'ignorance totale de débats stratégiques fondamentaux qui rest aient cantonés au sommet de l'organisation syndicale. Il viendrait ainsi confirmer le rapprochement actuellement à l'œuvre vers le PS et la tentative de normaliser l'organisation syndicale pour jouer un rôle « responsable » vis-à-vis d'un gouvernement d'Union de la Gauche.

Pierre Lopez

en lutte



Michelin-Vannes NON AU CHRONOMETRAGE

Il y a dix jours, un ouvrier qui refusait le chronométrage a reçu sa lettre de licenciement. Lundi, l'équipe du matin a débrayé plus d'une heure à 90 % pour protester contre la répression patronale. Une fois de plus, se trouve posé le problème des cadences à Michelin. D'ores et déjà, des actions de popularisation sont prévues.

Correspondant

LES TRAVAILLEURS DES TREFILERIES ET ACIERIES DE COMMERCY ONT GAGNE

Après avoir aprticipé massivement à la journée du 7 octobre, les travailleurs des Tréfileries et Aciéries de Commercy (Meuse) ont reconduit la grève pendant une semaine et obtenu : une allocation mensuelle de loyer majorée de 50 F au 1er novembre, puis de 25 F par trimestre en 1977 ; le 13e mois en 1978, en attendant 25 % en 76 et 60 % en 1977 ; prime d'assiduité maintenue malgré la grève ; salaire minimum de 2 000 F (d'ici la fin de l'année) ; accord sur l'amélioration des congés d'ancienneté.

A plusieurs reprises, les cadres ont essayé de saboter la grève (menée par la CFDT), sans résultat.

Correspondant Verdun

LES COMMERÇANTS SUSPENDENT LEUR MOUVEMENT A PARIS

Lors du vote organisé hier à Rungis, les commerçants de la région parisienne se sont ralliés majoritairement par 551 voix à la proposition du président de l'UJPFL, qui prévoit une réouverture des boutiques, mais sans respecter les consignes de limitation des marges imposées par le gouvernement. Il faut signaler que 448 personnes ont voté la continuation de la grève totale. Comme il y avait en tout 1 161 votants, on peut estimer à 86 %, le nombre de commerçants qui refusent les taxations gouvernementales. L'essouflement du mouvement commençait à se faire sentir et les « durs » de l'Union des jeunes professionnels ont jugé préférable de « suspendre » le mouvement. Une nouvelle menace est néanmoins brandie pour le 2 novembre, au cas où le responsable de l'UJPFL ne serait pas reçu rapidement par M. Villain, le directeur des Prix.

IDEAL STANDARD 90 % SUPPRIMES

A Idéal-Standard-Dammarie, 131 grévistes se voient supprimer leurs 90 %, sous le prétexte qu'ils n'auraient pas effectué assez de recherche d'emplois... Tel est en effet un des motifs complètement arbitraires qui peut en entraîner la suppression.

Jeudi prochain, une assemblée générale des travailleurs d'Idéal fera le point sur la lutte à mener là-dessus.

Correspondant

Une enquête des Associations familiales

PAS MORTE, LA FAMILLE RURALE...

Les associations familiales viennent de publier les résultats d'une enquête réalisée en milieu rural sur la famille, la vie conjugale et sexuelle, l'éducation des enfants. Les résultats de l'enquête sont établis sur la base de 14 000 questionnaires traités. Il en ressort que l'image de la famille demeure très forte en milieu rural : 92 % des personnes interrogées considèrent le mariage comme « une union définitive pour le meilleur et pour le pire, pour la durée de la vie ». 71 % des adultes considèrent que c'est à la mère de « s'occuper personnellement et exclusivement du petit enfant ». La pilule n'est utilisée que par 28 % des femmes :

parmi les jeunes, 39 % seulement considèrent que la mère seule doit s'occuper des jeunes enfants. Ils sont également beaucoup plus nombreux à avoir recours aux moyens contraceptifs que les personnes plus âgées. Mais d'une façon générale, ils demeurent attachés à une image stable de la famille avec deux ou trois enfants. 15 % seulement d'entre eux se déclarent favorables au divorce.

Cette enquête est manifestement orientée vers la défense et l'illustration d'une certaine image de la famille. 92 % des jeunes ruraux jugent « le relâchement des mœurs » excessif ou dangereux, mais il est bien évident que ce type de question tendacieuse et moralisante (« relâchement », c'est tout un programme !) inclut largement la réponse dans la question... Autre gros défaut de ce questionnaire, il prend en compte les classes d'âge, mais pas les classes sociales. Il aurait été intéressant de confronter l'image de la famille et de son évolution que se font les employeurs agricoles à celle des gros propriétaires terriens... Mentionnons enfin que les réponses reçues émanent pour l'essentiel de Vendée et du Main-et-Loire... Ainsi, cette enquête ne fait pas véritablement apparaître les modifications intervenant à la campagne dans la vie familiale, la vie sexuelle des jeunes, les relations parents-enfants. Un élément intéressant cependant : 39 % des parents considèrent comme normal que leur enfant ait des relations sexuelles avant le mariage...

Blocage des loyers à Netreville (Eure)

« LE DROIT AU LOGEMENT N'EST PAS UN LUXE »

« Le droit au logement n'est pas un luxe ». C'est ce que l'Amicale des locataires de Nétreville (Eure) a mis en exergue de son bulletin mensuel, et elle ne fait pas mentir ce slogan.

Aujourd'hui, l'Amicale est confrontée aux effets du plan Barre, et à la hausse des loyers annoncée fin juin par le gouvernement : dans une lettre envoyée à chaque locataire, l'office d'HLM annonçait une augmentation de 8 %, alors qu'en janvier il y avait déjà eu une majoration de 10%. C'est pourquoi, l'Amicale de locataires annonce son intention d'imposer le blocage des loyers, mettant la direction de l'Office d'HLM devant ses responsabilités :

« Il est grand temps que les directions d'offices HLM autrement que par des écrits crèvent un abcès qui a depuis trop longtemps duré. Les locataires ne peuvent plus payer les pots cassés. Il est grand temps que les directions d'offices et d'organismes propriétaires « se mouillent », alertent les pouvoirs publics, demandent des subventions d'équilibre et surtout ne s'opposent plus avec zèle aux justes revendications des locataires ».

CONTRE-PRESSE

La peau du Goujon

Le 22 octobre, *Le Goujon*, hebdo meusien de presse libre comparaissait devant le tribunal correctionnel de Verdun. Le syndicat national des vétérinaires avait porté plainte pour un article sur « des vétérinaires agents placiers des marchands d'aliments de bétail ». Les correspondants de *Rouge*, *Goujon* et *Libération* qui étaient présents, ayant voulu s'installer à la table de presse se sont vus opposer un refus du journaliste du quotidien régional *L'Est républicain* qui demanda l'arbitrage du Président du tribunal. Comme de bien entendu, les correspondants de la presse libre se sont vu refuser la table de presse.

Après cette mesquinerie, l'audience débuta par une demande de nullité des plaintes présentées par l'avocat du *Goujon*. En effet, une des plaintes faisait référence à un article de 1881 sur le loi de presse... qui a été abrogé en 1939. La deuxième plainte qui rectifiait le tir n'a pas été déposée dans les délais. Le tribunal a accepté cette requête et a donc renvoyé le procès. Bref, encore une fois, *Le Goujon* échappe aux mains de la Justice : comme une anguille l'affaire suit son cours, à moins que le syndicat des vétérinaires ne renonce à sa plainte.

Correspondant Verdun

ECOLE

Normalisation discrète dans les Universités

LE CHANTAGE AUX HEURES COMPLEMENTAIRES

La réduction des crédits d'heures complémentaires décidée par le secrétariat d'Etat aux universités, cette année à l'encontre de plusieurs universités peut sembler une opération simplement financière. L'austérité n'est-elle pas de mode et Fourcade n'avait-il pas déclaré en son temps qu'il fallait récupérer trois millions de francs lourds « sur l'université » ? En fait, il s'agit d'une décision d'une extrême gravité.

Partiale, la redistribution des crédits obéit à l'évidence à des motifs politiques. Pénalisant telle université combative, gratifiant telle autre plus sage d'une rallonge, elle vise à diviser les étudiants et tend à opposer la province à Paris. Derrière une mesure d'austérité, se cache en fait la première application de la réforme du second cycle contre laquelle s'étaient soulevés les étudiants : accentuation de la concurrence entre universités, développement rapide des enseignements « professionnalisés » que ne touchent pas les restrictions, et pénurie pour les enseignements non rentables (lettres, etc).

Licenciements et cours magistraux

Au-delà de l'opération d'ensemble, la réduction des crédits d'heures complémentaires a des conséquences immédiates. Enseignants vacataires, ceux qui les assuraient se voient licenciés pour nombre d'entre eux. Ainsi en droit à Nanterre, il y aura moitié moins d'assistants. Les exclus se retrouveront dans l'enseignement secondaire où ils ne seront pas sûrs d'obtenir des postes fixes.

D'autre part, pour les enseignements concernés, la réévaluation des crédits se fait au nom de l'application stricte de l'indice dit *« Garasès »* qui privilégie systématiquement les cours magistraux : il attribue 70 % des horaires à ces derniers et 30 % aux travaux dirigés (TD). Considérant que la norme pour les TD est de 45 étudiants, il implique ainsi un retour massif aux cours magistraux, devant les amphithéâtres de plusieurs centaines d'étudiants.

A la tête du client

L'inégalité de la redistribution des crédits saute aux yeux. Alors que des rallonges sont concédées à certaines universités de province, la ceinture est de règle à Paris. Le conseil de l'université Paris VIII-Vincennes affirme que *« le secrétariat d'Etat a volé rétroactivement les crédits correspondant à 20 000 heures d'enseignement de l'année 1975-76, déjà assurées »*. Paris VII-Jussieu ne sera dotée cette année que de 20 000 heures complémentaires alors qu'elle en assurait l'an dernier 48 000. La liquidation de certaines unités de recherche (UER) est en jeu : celle de géographie et sciences de la société qui perd 1 000 heures, celle de physique qui passe de 2 300 à 400 heures, celle de sociologie qui passe de 1 200 à 450... Certains enseignements ne pouvant alors être assurés, les diplômes correspondants ne pourront être délivrés et en bonne logique la « côte » de l'université baissera. Des TD seront surchargés regroupant jusqu'à 60 ou 80 étudiants, ceux du soir destinés aux salariés ne pourront se tenir.

Dans cette université, certaines revendications ont été avancées qui méritent d'être reprises. Ainsi : augmentation des crédits (au moins les mêmes qu'en 75-76), abrogation des normes « Garasès » et 30 étudiants maxi par TD, non aux cours en amphi, pas de licenciements des chargés de cours ou des personnels administratifs, réouverture immédiate des unités de valeurs (UV) fermées, des options et cycles supprimés. Ce dernier point s'oppose à l'attitude des conseils d'UER qui ont pris parti de gérer la pénurie en décidant d'eux-mêmes de réduire l'éventail d'enseignements assurés.

Au lieu d'accepter le fait accompli, c'est en effet une autre logique qu'il faut impulser : celle de la mobilisation commune des enseignants et des étudiants contre ces mesures.

J. K.

CAMPAGNE DE RECRUTEMENT DU PCF « VERS 2 000 ENTREPRISES A MAIN D'OEUVRE FEMININE ».

Dans le cadre de la campagne pour gagner 10 000 femmes au parti d'ici la fin de l'année, *L'Humanité* du 25.10.76 publie un article d'Arlette Boilot sous le titre : « Aller vers 2 000 entreprises à main-d'œuvre fénimine : un objectif réaliste et possible ».

L'article précise notamment : « Nous voulons nous adresser à celles qui sont les plus touchées, en particulier à ces millions d'OS travaillant à la chaîne, au rendement dans les grandes et moyennes entreprises, à ces milliers de travailleuses des grandes surfaces, honteusement exploitées (...).

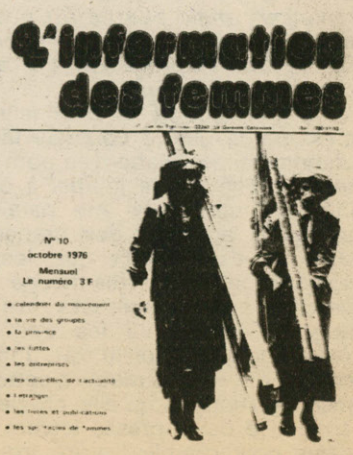
« Leur aspiration au changement, à une vie plus digne, plus heureuse, les amène, chaque jour à prendre plus nombreuses leur place dans les luttes (...). Leur besoin d'agir, de se faire entendre, nous le retrouvons dans ou devant les entreprises, à chaque fois que le parti s'adresse à elles (...) ».

SIMONE VEIL AU 9e CONGRES « DES VEUVES CIVILES CHEFS DE FAMILLE »

Le congrès de l'association nationale des veuves civiles chef de famille s'est tenu à Strasbourg samedi 23 octobre, sous le thème : « veuve : une citoyenneté à part entière ? » **Simone Veil y a rappelé que le nombre des femmes seules est en augmentation croissante (plus de trois millions selon le recensement de 1968) et qu'un foyer sur quatre était un foyer de veuve.**

Simone Veil s'est déclarée prête à soutenir le concept de « citoyenneté intégrale » **des veuves et femmes seules en les aidant à affirmer** « leur présence à tous les niveaux de la vie sociale, la vie communale et syndicale. » **Comment ?**

Elle souligna ensuite que le gouvernement allait : « s'efforcer de faire alterner travail et présence au foyer » **par la réforme des prestations familiales qu'il prépare pour 1977. De quelle alternance s'agit-il, et selon quels critères ? Ceux des offres d'emploi peut-être ?**



HISTOIRE ECRITE DANS UNE PRISON DE L'ETAT ESPAGNOL

Carmelo Garitaoniandia a été arrêté en mars 1971. Il a été jugé plusieurs fois par le tribunal d'ordre public et le tribunal militaire. Lorsque ses juges lui demandent sa profession, il a coutume de répondre : révolutionnaire professionnel, militant de la IVe Internationale. Cette attitude lui a valu une augmentation de sa peine pour injure au tribunal. Condamné à un total de 49 ans, il a connu les prisons de Basauri, de Carabanchel et de Ségovie. En mars dernier, il a participé à l'évasion de cette prison et a été repris avec un autre militant de la LCR-ETA VI, Enrique Gazalaga, à 300 mètres de la frontière française. Carmelo est à présent détenu à Cordoue où il attend un nouveau jugement pour son évasion. La nouvelle que nous publions a été écrite par lui en prison et publiée en Espagne par la revue **Camp de l'Arpa**.

journal de deux semaines... et un an après

de Carmelo Garitaonaindia

10 octobre.

Ils étaient une trentaine, montés sur le toit. Que faisaient-ils ? A première vue, ça n'avait rien de clair ; mais ils criaient. Qu'ils criaient, j'en suis sûr. J'observais davantage et je pus voir les drapeaux flottant au vent, ou plutôt au tourbillon, à la bourrasque neigeuse qui soufflait du nord depuis la chute de la feuille d'automne. Comptés un par un, ils faisaient en tout l'âge du Christ, quand il avait trente et un an. Ils répétaient de façon monotone, et sur un rythme semblable au « ce n'est qu'un début, continuons le combat » du Mai français, je ne sais quelle phrase condamnant quelqu'un au pilori. Ils réclamaient aussi la liberté ; et ce mot, dans leur litanie, occupait la place de « combat ». Je n'ai pu en voir davantage ce matin-là, parce que j'étais en retard pour l'école, et je dus accélérer le pas.

11 octobre.

Je dirai que la nuit ne fut pas bonne, avec ces trente et un ramoneurs — ainsi l'apparurent-ils — qui tournaient dans ma tête avec leurs cris et leurs clameurs. Je me suis réveillé souvent, et à partir de cinq heures du matin, je n'ai pu fermer l'œil. Même ainsi, je n'ai pas quitté le lit, je suis resté dans une sorte de demi-sommeil, avec l'étrange sensation dans tout le corps : je sentais la peau décollée de la chair, ou de température différente, je ne sais exactement si l'intérieur de mon corps était froid ou pris de fourmillements. Sous la douche, je me demandais si je rencontrais aujourd'hui encore ceux qui criaient et brandissaient des drapeaux sur le toit. La hâte du jour précédent m'avait empêché de les observer avec plus d'attention. Je m'en rappelais un qui regardait le ciel, comme un chrétien.

J'habite, je ne l'ai pas encore dit, rue Saint-François-de-Sales, à côté de la pâtisserie viennoise, dont la tradition remonte, je crois, à la dictature de Primo. A deux pas, il y a la prison du Bon-Pasteur, où l'on garde et surveille les prisonniers. La maison où se trouvaient les ramoneurs, je ne l'ai pas dit non plus, c'était la prison en question.

15 octobre.

Ces jours-ci, je n'ai pu noter aucune impression dans mon journal. Dommage. L'examen de chimie était dur et j'ai dû lui consacrer tout mon temps. J'espère me rattraper aujourd'hui. Pour commencer, je vais recopier une note parue dans la presse à propos des rebelles ; je l'ai découpée dans un journal du soir et conservée dans mon agenda. Elle dit : *« Dans la matinée du 10 octobre, trente et un agitateurs marxistes sont montés sur le toit de la prison du Bon-Pasteur où ils sont détenus, et ils ont harangué les gens qui passaient dans le parc qui jouxte l'édifice, en lançant des cris subversifs. La force publique leur a ordonné de renoncer ; mais elle ne fut pas entendue. Les gendarmes montèrent alors sur le toit et procédèrent à de nombreuses arrestations. »*

Si j'ai recopié le note telle quelle, c'est parce que je voudrais faire deux commentaires. D'abord le nom d'agitateurs donné par le journal à ceux que j'appelle ramoneurs me paraît juste ; puisqu'ils agitaient des drapeaux. Ensuite, il est inexact que les gardes soient montés pour les déloger et aient procédé à de nombreuses arrestations, puisque aujourd'hui les trente et un étaient toujours sur le toit. J'ignore les causes qui ont pu motiver cette erreur ; mais je suppose qu'elle provient de la confiance de la presse envers les gardiens pour rétablir l'ordre troublé.

J'ai noué une certaine amitié avec l'un des ramoneurs qui n'arrête pas de faire des grimaces et marche sur les pieds respectivement orientés au nord-est et nord-ouest. Il me parle par cris ; mais, parmi ses camarades, on ne peut distinguer ce qu'il dit. Je ne saurais dire davantage s'il me parle ou s'il fait chorus avec les autres. Il a l'air myope comme une taupe. Tantôt il porte des lunettes, tantôt non ; je crois qu'il utilise alors des lentilles.

16 octobre.

Les gens qui les observent se sont réduits de jour en jour. Le 10, quand ils ont commencé, il y avait un attroupement de cinq à six cent personnes dans les jardins. Beaucoup foulaient le gazon malgré les panneaux d'interdiction. Certains avaient amené des appareils pour prendre leur photo, comme pour les singes du Retiro.

Le gouverneur a parlementé avec eux à l'aide d'un mégaphone, dans la mesure où le mécanisme électrique le lui permettait ; en effet, il s'y retrouvait difficilement entre le bouton de contact et celui qui le coupe pour économiser les batteries. En gros, il leur conseillait, je l'ai entendu clairement, de descendre parce qu'ils courraient le risque de se casser la figure. C'était sûrement un bon conseil. Le myope dont j'ai parlé faisait de nombreux faux pas sur la jointure des tuiles, et je n'affirmerais pas qu'un camarade mal intentionné ne lui donnait pas des coups de coude pour le faire tomber.

17 octobre.

Plusieurs jours de suite, j'ai rencontré une petite aux cheveux clairs, aux yeux clairs et à la parole toute douce qui faisait des gestes au myope. Après, il ne me faisait plus de signes à moi, mais à cette jeune fille. J'ai fait une gaffe.

La presse d'hier rapporte que depuis le premier jour, ils restent sans manger pour renforcer leur manifestation. Peut-être qu'ils renforcent la protestation, mais eux, ils vont être réduits au squelette, ou au châssis, pareils à la troisième révolution technologique que nous traversons.

18 octobre.

Lundi. Jour de tous les morts. Maman est allée au cimetière fleurir ses parents, mes aïeux maternels. Je suis resté à la maison. Je suis au lit, avec le petit déjeuner préparé et la presse à lire. Des nouvelles d'Europe, du Vietnam, du Moyen-Orient. L'avion qui transportait Kissinger a explosé au-dessus du volcan Coatzacoalcos, département de Tabasco (Mexique). Dommage que ce soit un mensonge. C'est en un jusqu'au bout, vu que Coatzacoalcos n'est pas un volcan et n'est pas davantage dans la province de Tabasco ; c'est un hameau de Vera Cruz.

Le journal accuse les ramoneurs de faire un jeûne fictif. Il dit textuellement : *« ... Les rebelles marxistes ont des réserves pleines de jambons. La nuit, ils profitent de l'obscurité pour s'empifrer sans qu'on les voit, et le matin, ils jouent les martyrs gauchistes. Que l'on trompe un autre chien avec cet os* (sic). » Les phrases ont l'air brutales à l'excès, surtout quand on les voit décroître sans cesse comme le dernier quart de lune.

20 octobre.

Le prof de latin m'a viré de la classe pour n'avoir pas su traduire certains chapitre de la *Guerre des Gaules*. J'avais l'esprit occupé par ce cauchemard depuis dix jours. Faut-il que je dise de quoi il s'agit ? Des ramoneurs.

Cette nuit, ils me sont apparus de nouveau. Ils étaient tous en haillons, avec les doigts de pied sortant des chaussures. Ils revenaient couverts de boue de quelque bataille de la première guerre mondiale ; deux ou trois avaient la tête bandée, et à plus d'un, il manquait quelque membre. Je me suis éveillé lorsqu'ils arrivaient à une bifurcation où ils ne savaient plus quelle route suivre. Voir qu'ils ne se décidaient pour aucune a provoqué la tension nerveuse qui m'a reveillé. Je ne me suis pas rendormi. J'en ai profité pour faire mes devoirs scolaires.

Les cheveux et la barbe ont poussé. Ils ont des visages gris et ressemblent tous à des habitants des grottes de Altamira. A eux tous, ils ne doivent pas peser quinze ou seize livres de chair. Le père parfait (j'avais oublié de dire que j'étudie dans un collège de frères) a interdit de jeter des pierres aux grévistes de la faim, rebelles, agitateurs, qu'on les appelle comme on veut. Et il a raison, car l'un des lapidés s'est ouvert la tête en tombant sur une tuile, et il semble qu'il ne vivra pas longtemps. Dieu veuille que je me trompe.

23 octobre.

Personne ne va plus voir les prisonniers mutinés sur le toit. La vie, dans le jardin public, suit son cours, comme si, à cinquante mètres à peine, il n'y avait pas presque trois douzaines d'hommes qui meurent de faim et de froid (il serait difficile de préciser ce qui les tue en priorité ; peu importe). Les gouvernantes promènent les enfants, les mères donnent le lait chaud de leurs tétines aux bébés, et les bonnes et les soldats échangent tout l'amour qui peut filtrer entre coiffes et uniformes. Si je devais émettre un jugement sur les ramoneurs, je dirais qu'ils sont pratiquement perdus.

24 octobre.

La fille qui échangeait des signes avec le myope ose rester seule à contempler son aimé et se cache derrière le réverbère pour lui envoyer des câlineries. Je suis plus triste chaque fois. Après la messe, le second dimanche depuis que les agitateurs de drapeaux ont commencé à jeûner, nous sommes allés jusqu'à la prison avec une bande de gars, jeter quelques sous aux prisonniers pour qu'ils nous chantent les airs du premier jour et entonnent le cri monotone qui se terminait par liberté. Ils n'ont pas répondu, pourtant j'avais mis cent balles dans la monnaie. Demain, je reviendrai seul.

25 octobre.

Pas de doute. Ils sont morts. La fille aux cheveux et aux yeux clairs, et à la parole douce, pleure, adossée au réverbère. Les larmes ne vont nulle part, et on ne sait même pas pourquoi elle pleure. Les drapeaux que les prisonniers avaient hissé sur le toit sont en lambeaux et il serait difficile de dire à quelle nation, secte ou parti ils appartiennent. Ils sont là, simplement pour le chiffonnier.

Les prisonniers montés sur le toit se sont consumés goutte à goutte, grain à grain, comme glisse dans le sablier le sable de l'histoire. La substance s'est évanouie et la peau s'est adaptée peu à peu aux irrégularités des tuiles avant de se confondre avec elles. Les os sont partis en poudre.

Les gens du parc et les gamins du collège les ont vite oubliés. Je crois que d'ici quelques semaines, personne ne dira que trente et un prisonniers se sont mutinés le 10 octobre, ont entonné des chants et des hymnes bruyants, et que quinze jours plus tard ils étaient tous morts de faim. La presse qui les a accusés de garder en douce des jambons n'a même pas consacré une ligne à consigner leur mort si certaine.

18 octobre de l'année suivante.

Mercredi. Jour des morts de l'année suivante. Maman est allée au cimetière pour déposer une couronne de roses sur la tombe de ses parents, mes aïeux. Moi, en relisant mon journal, je me suis rappelé comment autour de cette date, l'année précédente, sont mortes trente et une personnes, tous prisonniers, sur le toit de la prison du Bon-Pasteur. J'ai dérobé quelques pesetas dans la bourse de ma mère et j'ai acheté une rose chez la fleuriste d'en bas. Je me suis approché ensuite du mur de la prison et je l'ai lancée sur le toit où sont morts les grévistes. Elle est tombée juste à l'endroit où le myope s'est consumé. Quand je suis parti, le gardien qui me surveillait d'une guérite m'a dit de ne rien jeter aux prisonniers, et que sinon il tirerait. J'ai eu peur et je suis parti, j'ai eu très peur.

Ce soir sur A2

LA DELINQUANCE JUVENILE

La jeunesse délinquante, **voilà le thème des** Dossiers de l'écran **ce soir (A2, 20 h 30).**

Un film : les Cœurs verts **d'Edouard Luntz qui en dit : « ce n'est pas un film sur la délinquance juvénile ni sur les blousons noirs, mais sur les jeunes gens d'un milieu populaire qui essaient de s'en sortir ». Malgré ses dix ans (tourné en 1966), ce tableau de l'adolescence dans une société bloquée est visible.**

Mais le débat qui suivra ? Y sont invités des délinquants et leur famille (auront-ils le visage caché ?) , des magistrats et des éducateurs dont les noms n'ont pas été communiqués. La délinquance juvénile est présentée par les services du ministère de l'Intérieur comme un phénomène ayant connu un bond alarmant : 145 % de 1967 à 1974. Mais cette affirmation est gratuite, incontrôlable, et contredite par le compte général de la Justice qui indique 5 % seulement d'augmentation...

Ce qui est sûr, par contre, c'est qu'avec le développement des villes nouvelles, des banlieues d'HLM, l'éloignement des centres d'activité, les jeunes de la rue se retrouvent toujours plus entre eux, désœuvrés. Le troquet, la moto, la bagnole, la télé, le troquet encore, le pied de grue devant la cité, les bals, la drague, le boulot, le chômage, le fric, l'alcool, la drogue... un cercle vicieux où nous tournons en rond.

Délinquance juvénile, **un phénomène décrit par le délit, par l'infraction à la Loi. L'expression couvre mal la réalité, celle que justement juges et magistrats ne connaissent pas dans leur vécu quotidien et donc ne comprennent pas.**

On parlera de cette prévention, d'éducation, de travail social. Mais que dira-t-on de la dépendance des éducateurs par rapport aux juges, de leur absence de liberté dans les institutions privées que sont les clubs de prévention et les foyers ? On parlera aussi de répression, d'application modulée des peines, de l'indulgence vis-à-vis des délinquants primaires, etc. Bref, on fera le point de tous les efforts impuissants jusqu'à présent à réduire la délinquance.

Mais comprendront-ils ce soir, quel paradoxe il y a à vouloir s'en sortir **et rentrer dans la société des jeunes que tout en elle a fait plonger ?**

P.V

Au centre de rééducation de jeunes délinquants de l'Echeneau (photo Buthaud Norma)

télévision

- TF 1 -

12.15 **Réponse à tout**
12.30 **Midi première**
13.00 **Journal**
13.45 **Restez donc avec nous**
14.50 **Paul Temple** (feuilleton)
15.45 **Restez donc avec nous** (Suite)
17.00 **Télévision scolaire**
18.05 **A la bonne heure**
18.35 **Pour les jeunes**
19.00 **Anne, jour après jour**
19.20 **Actualités régionales**
19.40 **Une minute pour les femmes**
19.45 **Eh bien, raconte**
20.00 **Journal**
20.30 **Des autos et des hommes**
21.30 **Ces années-là... 1968**
De la grande offensive du FNL du Sud-Vietnam sur Saïgon à l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, en passant par le mouvement étudiant et la grève générale de mai-juin... Une actualité trop chargée pour qu'en une heure de temps on puisse en rendre compte autrement que superficiellement.
22.25 **Pleine page**
Une nouvelle émission littéraire, aussi terne que ses semblables. Invité d'honneur : Henri Troyat.
23.25 **Journal**

- A 2 -

13.35 **TV régionale**
13.50 **Journal à l'intention des sourds et malentendants.**
14.05 **Aujourd'hui madame**
15.05 **Mannix** (série)
16.05 **Aujourd'hui magazine**
18.00 **Fenêtre sur...**
... l'actualité des disques de musique classique.
18.35 **Le palmarès des enfants**
18.55 **Des chiffres et des lettres**
19.20 **Actualités régionales**
19.40 **La caméra invisible**
20.00 **Journal**
20.30 **Les dossiers de l'écran**
Les cœurs verts, film d'Edouard Luntz (1966). Voilà un film qui fut pas mal surestimé lors de sa sortie. Certes, il abordait les problèmes de la jeunesse « paumée » sur un ton nouveau, à l'opposé des élans romantiques issus du mythe de James Dean. Mais pour en être resté à des conceptions « sociologistes », le film date un peu. A voir cependant. **(Lire aussi : « Ce soir sur l'A 2 »).**
23.30 **Journal**

- FR 3 -

18.45 **Pour la jeunesse**
19.05 **Magazines régionaux**
19.20 **Actualités régionales**
19.40 **Tribune libre**
Les clubs « démocratie nouvelle ».
19.55 **Flash journal**
20.00 **Les jeux de vingt heures**
20.30 **Westerns**
La chevauchée des sept mercenaires, de George McCowan (1972). Le western compte un suffisamment grand nombre de chefs-d'œuvre pour qu'on nous dispense de ce navet, pénible resucée des « Sept mercenaires ». Du western spaghetti à l'américaine : le ketchup y remplace la sauce bolognèse.
22.05 **Journal**

France Musique - MF

9.02 **Petites formes** (Bartok, Abelard, Aperghis, Britten, Scherchen).
18.02 **Ecoute** : magazine musical, Encore libre, Kiosque. De la musique vivante, du jazz, du rock...
22.30 **L'Islande**. Musique contemporaine et musique traditionnelle.
0.15 **Steve Reich** and musicians : musique pour dix-huit musiciens. La dernière œuvre — et sans nul doute la plus achevée — du compositeur-interprète « répétitif » américain. A ne pas manquer si vous n'avez pas trop sommeil.

OBJECTIF 77

2849

(chiffre de vendredi Paris-surface)

2542

(chiffre de samedi Paris-surface)

Des chiffres moyens et relativement satisfaisants, qui suivent la courbe générale de hausse des autres journaux.

Afin de mieux rendre compte de l'évolution de nos chiffres de vente à nos lecteurs, nous ne publierons désormais que la moyenne de la semaine. Les fluctuations seront ainsi plus sensibles et les lecteurs s'y retrouveront d'autant mieux.

ANCIEN TOTAL	**206 632,00**
Groupe Taupe Finances	20,00
JMD Souscripteurs de Vernon	200,00
Anonyme Caen	200,00
Diffuseurs chèques postaux	200,00
Enseignant CET Coulommiers	300,00
Une institutrice Rennes	150,00
Anonyme Paris 5e	50,00
Anonyme Lille	80,00
Educateur Rennes	200,00
Ville de Castres	330,00
Ex-militant LC, militant GT	1 500,00
Trouvé dans le métro	50,00
Docteur DV	200,00
NOUVEAU TOTAL	**210 312,00**

La mort de Raymond Queneau

LE FOU QUADRATEUR DU CERCLE

Queneau est mort. Il n'était guère connu du grand public que par *Zazie dans le métro* et surtout par le film qu'en a tiré Louis Malle. Ce roman est pourtant loin d'être son œuvre la plus parfaite si le personnage — quintessence de la gosse d'aujourd'hui à qui on ne la fait pas, naïve pourtant, et fraîche, mais qui sait se reconnaître dans le monde des adultes, et se défendre — appartient à une famille dont les membres illustrent tous un art de vivre dans les failles d'un monde perçu comme absurde : gens tranquilles, originaux, pourvus de passions bizarres et innocentes, paresseux, débrouillards, tolérants, malins mais préférant passer pour des imbéciles. Tranquilles, mais dans un univers qui n'a rien de tranquillisant, peuplé aussi de monstres « ordinaires » tel bébé Toutou, l'horrible parasite ubuesque dont on ne peut se défaire.

Ces personnages, ce sont les hommes et les femmes qui ont réussi à survivre dans les chaos millénaires de l'histoire humaine (Cf. *les Fleurs bleues)*. On peut dire que l'atmosphère qui baigne l'œuvre de Queneau est celle d'un désespoir serein et ironique. De longue date, toute foi l'avait quitté — ce qui explique en profondeur sa rupture de 1929 avec le mouvement surréaliste — mais il aimait la vie et les humains avec une lucidité oscillant du grand rire intérieur à la mélancolie.

Son art, méconnu comme celui de tous les grands, alliait la rigueur du scientifique à la sensibilité la plus fine. On trouve son unité dans sa fascination pour les « fous quadrateurs du cercle », en équilibre entre ses propres délires paisibles et son activité d'animateur-directeur de l'Encyclopédie de la Pleïade.

Chacun connaît Céline et le célèbre, on ignore le plus souvent que c'est dans le même temps que Queneau entreprit de désarticuler, redécouvrir et réinventer le langage, et de façon plus profonde sans en faire un système où s'enfermer, mais au contraire constamment réouvert. (Quand, pesamment, Staline, se faisant linguiste, demande : « Qui aurait intérêt à ce que l'eau ne s'appelle plus l'eau ? » — « Moi » répond Queneau.)

Poète, jusque dans la moindre de ses proses, son œuvre poétique — au sens littéral du terme — est d'une richesse et d'une variété dont le développement culmine peut-être avec sa satire la plus virulente de la vanité du monde clos et des prétentions de la « poésie » :

Un typhon dans les mers de Chine,
Ça vous tue cent mille Chinois d'un seul coup
Peu de choses !
Même pas le sujet d'un poème ...

Queneau, tendre et douloureux sans emphase, un écrivain du « minuit dans le siècle » qui aidait bien à ne pas crever de rage, en nous faisant rire des sales cons. Pour ses lecteurs de ce temps-là, c'est un ami qui disparaît.

Michel Lequenne

ABONNEMENT

NOM : . . . . . .
PRENOM : . . . . . .
ADRESSE : . . . . . .
VILLE : . . . . . .
CODE POSTAL : . . . . . .

TARIF

	NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN	300 F	200 F	500 F
6 MOIS	150 F	100 F	250 F
3 MOIS	80 F		130 F
1 MOIS	40 F		65 F
2 MOIS	60 F		100 F

(Avion et pli fermé, écrire au journal)

Compter un délai de huit jours minimum entre la demande d'abonnement et la réception du premier numéro.

Le chèque barré est à l'ordre de Société de Presse Nouvelle avec la mention « abonnement ».

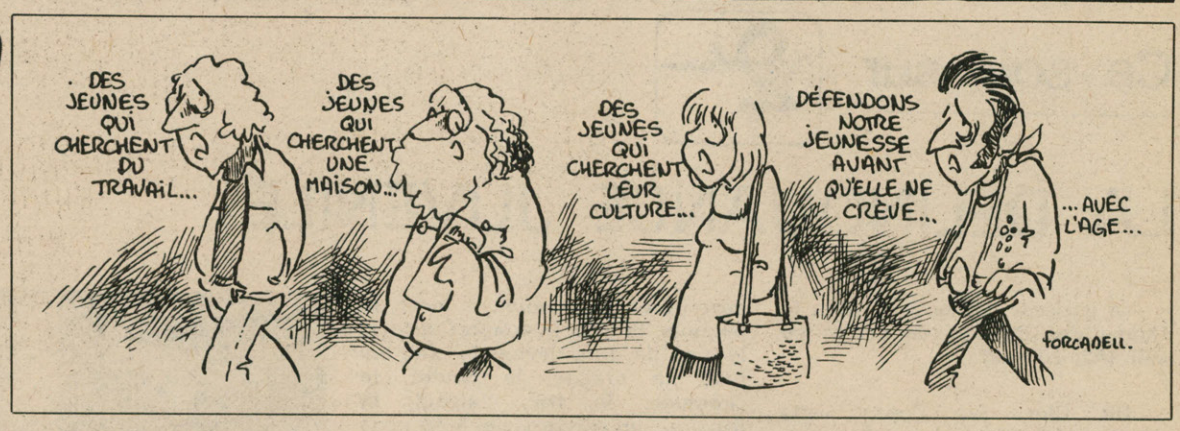
Pour les plis fermés et l'envoi par avion, écrire au journal.

Pour tout changement d'adresse, réabonnement, interruption d'abonnement, joindre 2 F en timbres.

Pour toutes correspondance, joindre une bande d'abonnement.

rouge

help!



HEURS ET MALHEURS DE L'EDUCATION POPULAIRE

Animation culturelle, parfois socio-culturelle, maisons des jeunes et de la culture, éducation populaire, mais enfin de quoi s'agit-il ?

Un secteur éparpillé en mille unités, aux structurations et modes de fonctionnement les plus divers, une autonomie apparente, de moins en moins, mais aussi l'aboutissement concret de très anciennes revendications portées par les organisations ouvrières concernant les droits à l'éducation et à la diffusion culturelle de masse, c'est de tout cela qu'il convient de parler aujoud'hui, après les diverses manifestations qui ont eu lieu pendant la semaine qui vient de s'écouler. Voir les numéros de *Rouge* de vendredi et lundi dernier.

La Fédération française des Maisons de jeunes et de la culture

Les maisons des jeunes et de culture sont nées à la Libération, fortes d'un regain de prestige des idées « sociales » développées à travers la Résistance, encouragées par les premiers gouvernements de la IV^e^ république. Elles ont été instituées sous le modèle de la cogestion : usagers, animateurs, et représentants des autorités locales et nationales. La Fédération qui les regroupe gère un budget dont les ressources proviennent des adhérents et de l'Etat. Ce budget aura surtout pour fonction de permettre à la Fédération de survivre.

Après mai 68, l'Etat manifeste son mécontentement devant le rôle joué par les MJC et par les associations qui sans en avoir le nom, relèvent des mêmes principes : Maisons pour tous, etc. Il menace de retirer toute subvention si la Fédération n'accepte pas de se décentraliser, de municipaliser la gestion des différentes associations et d'épurer ses propres rangs et son propre conseil d'administration des directeurs facétieux ! La fédération accepte cet ultimatum, non sans avoir tenté de le repousser, ce qui entraîne la scission des associations qui étaient d'accord avec le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, et formèrent l'UNIREG. Environ 400 associations quittèrent ainsi la FFMJC sur sa droite.

Mais le FFMJC se renforce malgré tout. Même si sa situation financière est de plus en plus critique. Le système d'impôts et de TVA auquel les MJC sont soumises fait que pour 1 F alloué par l'Etat, celui-ci récupère 2,36 F.

L'appareil scolaire se mettant en plance avec l'œuvre de Jules Ferry, les mouvements d'éducation populaire vont s'ériger en dehors et feront suite à l'Ecole.

Développer les connaissances des masses populaires, prendre en charge les différents besoins en matière de loisirs, répondre aux « appétits » culturels qui vont se manifester.

L'éducation populaire, composée de divers mouvements concurrentiels, voire antagonistes, va fuivre les méandres de la lutte de classes et connaître en négatif la même histoire que les différents courants du mouvement ouvrier français.

Précisons toutefois la place marginale de l'éducation populaire par rapport aux conflits de classes dès son origine. De par son idéologie de démocratisation de la culture, quelle culture ? L'éducation populaire s'inscrira dans une dynamique de collaboration de classe « apolitique » de fait où une coupure entre d'une part, culture-loisir et position concrète du travail dans un système précis fut pratiquée.

Au niveau du mouvement ouvrier organisé, les problèmes posés par l'éducation et plus globalement par la culture eurent des réponses en correspondance avec les positions politiques d'ensemble des différents partis qui le composent, suivant les situations historiques données.

Quelle place les associations d'éducation populaire ont-elles aujourd'hui dans la formation sociale, quelle relation ont-elles avec l'Etat ?

Pour maintenir leurs activités, il leur faut de l'argent, et qu'il vienne de l'Etat ou du privé cela oblige les associations à le gérer et à en justifier l'utilisation, de fait à s'institutionnaliser en acceptant un contrôle.

La finalité de l'institution devient peu à peu l'institution elle-même qui s'attache, pour trouver sa raison d'être, à enfermer dans une problématique particulière les manifestations, les comportements et les aspirations qui remettent en cause le système capitaliste.

L'Etat, de fait, oblige les associations d'éducation populaire à se transformer en diffuseurs de l'idéologie dominante et de la morale bourgeoise, ou bien en institutions tampons qui attirent sur elles les manifestations de mécontentement ou d'opposition.

A cette fin, l'Etat manie la carotte et le bâton pour les subventions, en ménageant toutefois une part d'autonomie suffisante aux associations pour se donner une image libérale afin que ces manifestations ne se retournent pas contre lui. Toutefois, et sans remettre en cause cette analyse générale, il importe de mieux apprécier le travail accompli par le Parti communiste français dans ce secteur.

Porteur de la thèse de la démocratisation culturelle, il va contribuer à élargir les possibilités d'expressions artistiques, artisanales, culturelles des populations.

Améliorer, développer des activités de création culturelle, démontrer pratiquement dans les faits qu'une démocratisation de la culture est possible ... sur la route de la démocratisation de l'Etat bourgeois qu'il s'agit de transformer !

Il est vrai qu'il ne faut pas attendre le « grand soir » ! Il est évident que nous devons faire tout aujourd'hui pour permettre une création, pour lancer des jalons d'une contre-culture tout en maîtrisant les limites.

L'éducation populaire, les associations Maisons des jeunes et de la culture se donnent pour objectifs de répondre aux « besoins de la population » en terme de « services à rendre aux populations ».

Le caractère palliatif aux carences de l'Etat en matière d'équipements collectifs, en moyens sportifs et culturels et de loisirs, marque profondément l'ensemble des courants de l'éducation populaire.

Ce rôle de palliatif justifie, pour les associations, le choix qu'elles font de rester en place, et cela parfois au prix lourd : remise en cause du caractère « populaire », ordre moral et enfin licenciements des travailleurs.

Alain Bellet

PROPOSITIONS POUR UNE COORDINATION NATIONALE DES ELEMENTS (ADHERENTS ET PERMANENTS) DE LA FEDERATION DES MAISONS DE JEUNES ET DE LA CULTURE (FFMJC) EN RUPTURE AVEC LA POLITIQUE MENEE PAR LA DIRECTION NATIONALE.

Il existe, à l'intérieur de la Fédération, un courant radical. Ce courant, peu représenté dans l'appareil (sauf peut-être en ce qui concerne les fédérations de Champagne et de la région parisienne), « regroupant » aussi bien des adhérents que des permanents (surtout CFDT), apparaît par les questions qu'il pose, par les critiques qu'il adresse à la direction nationale, par la pratique en rupture qu'il veut promouvoir dans les MJC, comme porteur des aspirations qui traversent actuellement la gauche révolutionnaire et autogestionnaire française.

Approfondissons cela. Il faut dans l'analyse de l'immobilisme de la FFMJC tenir compte de deux facteurs importants : d'une part l'existence d'un grand nombre « d'apolitiques » ou si l'on préfère d'une droite « molle », amorphe (la droite dure militante ayant créé, après une rupture en 1969, sa propre fédération de MJC) qui constitue un poids mort dans la FFMJC ; d'autre part, il faut considérer la forte implantation du PCF dans l'ensemble de la fédération française. Cette forte représentation du PCF n'est pas sans influence sur la politique de la Fédération. Plutôt que d'incapacités de la direction, ne faut-il pas voir dans toutes les carences de l'institution le résultat d'une certaine conception du pouvoir et de l'organisation, le fruit d'un choix stratégique ? Pas de projet clair, précis : pour ne pas se dévoiler ; pas d'actions, de ripostes « dures » : parce qu'on s'inscrit dans une stratégie, à court et moyen terme, de type électoraliste.

A court terme : freiner, au besoin s'opposer, en les désavouant, tous les mouvements de la base (les MJC « en lutte » de la région parisienne sont appelées par la direction nationale : MJC « en difficulté » ! Deux langages, deux visions des choses !). Il s'agit de n'effrayer personne, d'apparaître comme des gens responsables, des interlocuteurs sérieux, de faire figure, dans le domaine de la culture comme dans les autres domaines, de solution de rechange. Résultat de cette politique : de nombreuses MJC disparaissent, victimes du pouvoir actuel, sans que rien, ou presque, n'ait été entrepris pour les sauver.

A moyen terme : si le PC est solidement implanté dans la FFMJC, le PS (parti sans base militante réelle) est par contre pratiquement inexistant.

Mais, nous l'avons souligné, il existe, au sein de la FFMJC, un mouvement en rupture, tant dans la pratique que dans les conceptions culturelles et politiques qui l'animent. Ce mouvement est numériquement important et très actif (il suffit de consulter les calendriers des manifestations culturelles et politiques dans les journaux d'extrême-gauche pour s'en convaincre), mais malheureusement « inorganisé », atomise : ce n'est pas la FFMJC qui favorisera la rencontre des gens en rupture avec elle et l'épanouissement des idées qu'ils défendent ! Il est pourtant fondamental que se rencontrent tous ceux (adhérents, animateurs bénévoles, directeurs) qui ont en commun une même idée de la pratique culturelle, des réflexions convergentes sur ce qu'il est possible de faire dans une MJC, et, au-delà, une conception du socialisme qui va dans le sens de l'autogestion et du refus de la bureaucratie. Il s'agit, ni plus ni moins, que de mettre sur pied, avant octobre, un rassemblement de tous ceux qui dans l'hexagone ont choisi de consacrer leur temps de travail ou de loisirs aux MJC, pour qu'elles *« deviennent »* des lieux qui favorisent l'émergence d'une culture véritablement populaire, l'expression de toutes les minorités (culturelles, artistiques, etc.), l'apprentissage du contrôle (par la gestion de l'association, la prise de parole, l'élaboration des programmes et la pratique de la vie associative).

Un tel rassemblement pourrait se fixer quatre orientations de recherches et de discussions :

1) Echange d'expériences : qu'est-ce qui a été fait dans telle ville, tel quartier, avec quelle population, etc. Expériences réalisées dans les activités de telle maison... Quels sont dans telle MJC les rapports instances (responsables)/adhérents, activités/diffusion culturelle (spectacles, débats...), MJC/population, etc.

2) Mise en place d'un réseau inter-MJC permettant de faire circuler des films, des spectacles, des débats, des expositions, etc.

3) Réflexion pour un projet pédagogique et politique des MJC qui pourrait servir de base d'intervention lors du prochain rassemblement national, mais aussi au niveau des fédérations régionales et départementales et dans les Maisons.

4) Propositions de *véritables* moyens d'action pour faire échec à la politique du pouvoir à l'égard des MJC et des Associations d'éducation populaire.

Cette proposition est une initiative de membres minoritaires de la MJC-Centre culturel de Châtellerault (86) ; l'idée d'un tel rassemblement a séduit ceux que nous avons rencontrés l'an dernier à Metz, cette année lors de l'AG de notre Fédération régionale Poitou-Charentes. Pratiquement comment faire ? Nous suggérons à tous ceux que cette idée intéresse d'écrire rapidement à : Alain Loguillard, 7 rue Emile-Georget - 8 6100 Châtellerault ou à Philippe Soufflet, 60 boulevard d'Estrée, 8 6 100 Chatellerault, en proposant un lieu de rencontre, des dates possibles, des idées pour l'organisation pratique (hébergement, nourriture), etc. Prière de joindre un timbre pour la réponse. Si nous recueillons suffisement d'écho favorables à notre proposition, ce rassemblement aura lieu !